GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
Année, 48 Francs.

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les trois jours qui suivent l'expiration des abonnements. Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements.

Sommaire.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — Justice civile. — Cour d'appel de Paris (1^{er} ch.) : Engagement d'artistes; extinction du privilège théâtral; libération du directeur. — Justice criminelle. — Cour d'assises de la Seine : Affaire du journal la Presse; excitation à la haine et au mépris entre les citoyens. — Violences envers les agents de la force publique; effusion de sang; injures envers les agents; cris séditieux.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

L'Assemblée s'est occupée, dans sa séance d'aujourd'hui, de deux projets de loi et d'une proposition émanée de l'initiative parlementaire. Nous nous bornons à mentionner le premier de ces projets par lequel le Gouvernement demande l'autorisation de ratifier le traité de commerce et de navigation conclu, le 17 novembre 1849, entre la France et la Belgique; il a été décidé sans débat que l'on passerait ultérieurement à la troisième délibération.

Notre intention n'est pas non plus de nous arrêter longtemps au second projet, qui a pour objet la translation de Montbrison à Saint-Etienne, du chef-lieu de la préfecture du département de la Loire. Nous sommes assez disposés à admettre qu'en pareille matière, l'opinion du Gouvernement doit exercer sur les résolutions du pouvoir législatif une influence prépondérante, sinon tout à fait décisive. Le Gouvernement est, en effet, plus à même que quiconque de apprécier les nécessités administratives et politiques qui peuvent rendre utile un déplacement de chef-lieu; il est intéressé plus que personne à ce que le changement de résidence des administrations départementales soit fondé sur des raisons légitimes et répondé à des besoins réels, tant au point de vue local qu'au point de vue général. Ces raisons existent-elles dans l'espèce? Ces besoins apparaissent-ils? La Commission chargée d'examiner le projet a soutenu que non; mais, nous sommes forcés de l'avouer, l'argumentation à laquelle s'est livré le rapporteur, M. Favreau, ne nous a point paru convaincante. Nous voyons bien, dans le rapport de l'honorable M. Favreau, que la ville de Montbrison est située géométriquement presque au centre du département; que la population de son arrondissement, réunie à celle de l'arrondissement de Roanne, qui repousse aussi les prétentions de Saint-Etienne, s'élève à 265,000 âmes; tandis que la population de l'arrondissement de Saint-Etienne n'est que de 190,000 habitants. Mais nous voyons également dans ce rapport que Saint-Etienne est le centre d'un immense mouvement d'hommes, d'intérêts et d'affaires commerciales. Montbrison n'a que 6,000 habitants; Saint-Etienne en contient 55,000 et 80,000 avec ses faubourgs; la tradition est à Montbrison; la vie est à Saint-Etienne. La population de Saint-Etienne est d'ailleurs une population exceptionnelle; cette industrieuse cité n'est qu'un vaste atelier de fabrication, c'est-à-dire qu'il y a là incessamment des questions de salaires à trancher, des grèves à prévenir, des coalitions à dissoudre. Ajoutons que Saint-Etienne, placé à l'extrémité du département de la Loire, est en quelque sorte aux portes de Lyon, grâce au chemin de fer, et que lorsque Lyon s'agit, Saint-Etienne en ressent inévitablement le contre-coup. Certes, ce sont là de graves considérations et qui suffisent pour expliquer comment le Pouvoir exécutif s'est trouvé amené à demander que la résidence du premier magistrat du département de la Loire fût transférée de Montbrison à Saint-Etienne. Il est à penser que l'Assemblée partagera à cet égard l'avis du Gouvernement; car, contrairement aux conclusions de la Commission, et après une discussion à laquelle ont pris part MM. Dariste, des Rotours de Chauvieu et Heurtier, maire de la ville de Saint-Etienne, elle a déclaré, à la majorité de 327 voix contre 255, que le projet serait admis au bénéfice d'une seconde délibération.

La dernière partie de la séance a été consacrée à l'examen d'une proposition de M. le général Baraguey-d'Hilliers, tendant à modifier le décret du 19 juillet 1848, qui établit la gratuité de l'admission dans les écoles polytechnique et militaire, à partir du 1^{er} octobre 1850. On sait dans quelles circonstances et sous l'empire de quels sentiments fut rendu ce décret. Le but de ses partisans était moins de pourvoir aux besoins supposés de ces deux écoles que de poser un principe qu'ils comptaient plus tard faire inscrire d'une manière générale dans la Constitution, le principe de la gratuité de l'enseignement à tous les degrés. Telle est du moins la portée que le rapporteur, M. Levertier, a donnée à ce décret, et nous croyons, pour notre compte, que l'honorable membre ne s'est pas trompé. Le principe de la gratuité n'ayant pas prévalu, il n'y a plus, ce nous semble, de raison sérieuse à invoquer en faveur du maintien de la résolution prise par la Constituante, et M. Tamisier, qui est venu la défendre, n'a rien dit qui ne pût être facilement réfuté. Le grand argument de l'orateur de la gauche consistait, en effet, à prétendre qu'on voulait fermer l'accès des carrières publiques aux familles pauvres et constituer un privilège au profit des familles riches. Mais la proposition de M. Baraguey-d'Hilliers sauvegarde pleinement les intérêts des jeunes gens appartenant à des familles peu aisées, car elle fixe au quart de l'effectif des élèves de chaque division le nombre des

bourses qui pourront être accordées; c'est plus que ne demande la proportion habituelle des candidats pauvres. Il ne faut point oublier qu'en l'état actuel des choses, les connaissances que l'on exige des aspirants aux écoles Polytechnique et de Saint-Cyr, s'acquièrent à grands frais dans les collèges, et que peu de familles sont à même de supporter ces frais préliminaires. A qui donc profiterait en définitive la gratuité absolue? Précisément aux riches; ce seraient les élèves riches presque exclusivement qui, dans le système du décret, imposeraient à l'Etat une dépense annuelle qui ne s'élèverait pas à moins d'un million. C'est là que serait véritablement le privilège dont parlait M. Tamisier, et non pas dans les modifications que M. Baraguey-d'Hilliers propose d'apporter au décret du 19 juillet 1848.

M. Audren de Kerdréol a combattu le discours de M. Tamisier, et appuyé les conclusions de la Commission qui a accepté, moyennant quelques changements de détail, la proposition du général Baraguey-d'Hilliers. L'honorable membre a fait l'historique des conditions auxquelles on était admis à l'Ecole polytechnique sous la première République; il a rectifié plusieurs assertions de l'exposé des motifs du projet présenté à la Constituante par le général Cavaignac, au nom de la Commission exécutive, et qui devint plus tard le décret du 19 juillet. Nous ne le suivrons pas dans ces études rétrospectives. La discussion n'est d'ailleurs pas terminée, et l'Assemblée ne se prononcera que demain sur la question de savoir si elle passera à une seconde délibération.

M. Pradié a présenté, en vertu de son droit d'initiative, un projet de loi organique sur la responsabilité du président de la République, des ministres et des autres agents ou dépositaires de l'autorité publique. Ce projet ne renferme pas moins de soixante-treize articles.

JUSTICE CIVILE

COUR D'APPEL DE PARIS (1^{er} ch.).

Présidence de M. le premier président Troplong.

Audiences des 18 et 25 janvier.

ENGAGEMENT D'ARTISTES. — EXTINCTION DU PRIVILEGE THEATRAL. — LIBERATION DU DIRECTEUR.

L'engagement d'un artiste dramatique est une dépendance nécessaire du privilège; en sorte que si, par une cause légale, telle que la faillite du directeur, le privilège vient à cesser, l'engagement périclite avec lui.

M. Duval, avocat de M. Hippolyte Worms, acteur du théâtre du Vaudeville, s'exprime ainsi :

Vous avez à juger, Messieurs, dans ce procès, une question qui embrasse tout un monde d'intérêts se rattachant aux entreprises dramatiques. Un individu obtient un privilège théâtral; il se compose une troupe de comédiens et les engage pour la durée de son privilège; il les exploite pendant un temps et se retire avant l'expiration de son privilège, soit pour abriter son bénéfice, si en a fait un, soit parce qu'il a fait des pertes et qu'il a peur; les comédiens, qui ne demandent qu'à gagner leur vie, acceptent le directeur qui s'est subrogé celui avec qui ils avaient traité, mais sans faire novation et sans rendre à ce dernier sa signature. Ils obéissent au nouveau venu; mais celui-ci fait faillite... presque toujours il fait faillite... parce qu'il a payé fort cher un privilège que son prédécesseur avait eu pour rien. Est-ce qu'en pareil cas les comédiens perdent leurs droits à l'égard du premier concessionnaire avec lequel ils ont contracté? Les premiers juges ont affirmativement résolu la question, et il est bien nécessaire qu'elle le soit définitivement par la Cour. Je viens aux faits.

Le 17 octobre 1842, le privilège du théâtre du Vaudeville a été concédé à M. Ancelot jusqu'au 17 octobre 1851, à condition de ne pouvoir ni vendre, ni louer, ni engager ce privilège, ni l'affecter à titre de commandite, ni l'exploiter par un tiers en façon vénéale, ni confier la direction à un tiers, et encore de ne pouvoir donner ni bal ni concert. De plus, un cautionnement de 40,000 francs devait être déposé à la caisse des consignations, 30,000 francs devant être payés à M. Perrée, comme on l'a vu dans le procès dernièrement jugé au profit de ce dernier, et enfin un cautionnement hypothécaire de 160,000 francs, devait garantir les pensions des anciens artistes et employés. En cas de fermeture du théâtre pendant trois jours, le privilège devait être retiré.

Le 26 octobre 1842, M. Ancelot loua moyennant 33,330 fr., la salle de la place de la Bourse jusqu'à l'expiration de son privilège en 1851; il engagea aussi pour neuf ans les acteurs, parmi lesquels Arnal, Bardou, M^{lle} Thénard, Guillemin, Doche, Camiade, Hippolyte Worms. Ce dernier, le plus obscur de tous, était engagé à deux titres, comme régisseur-général, et pour jouer à l'occasion les jeunes pères et les amoureux comiques; son traitement était fixé à 3,000 francs, plus 3 francs de loyer par pièce, et une gratification de 2,000 francs lorsque la recette brute annuelle dépasserait 500,000 francs. Un dédit réciproque de 50,000 francs était stipulé pour le cas d'indécision réciproque des conditions ou de résiliation par le fait de l'une des parties.

Pendant deux ans et demi que M. Ancelot a présidé aux destinées du Vaudeville, Hippolyte Worms s'est montré le plus dévoué des serviteurs; c'était un modèle d'exactitude; il n'a pas encouru une de ces petites punitions disciplinaires, si fréquentes dans les coulisses; M. Ancelot, d'ailleurs, s'est montré envers lui ce qu'il était toujours, un directeur de fort bonne compagnie.

M. Ancelot a transmis tous ses droits à M. Cogniard; il n'en avait point sur le privilège, qui était solennellement et expressément inaliénable; il n'en a pas moins cédé, en juillet 1843, le bail et même le privilège à M. Cogniard, moyennant 60,000 francs, par moitié égales entre lui et M. Bouffé, son adjoint pour la direction; M. Ancelot, surtout avec un tel lucre, n'a pu sortir de ses engagements comme de cette direction. Au bout d'un an et quelques mois, M. Pilté succéda à M. Cogniard, le 30 avril 1847, et s'adjoignit M. Lockroy, au nom duquel était inscrit le privilège.

Cette apparition de M. Pilté au Vaudeville causa la même sensation que celle que la commande de M. Aguado avait autrefois produite à l'Opéra. En effet, M. Pilté était capitaliste; il s'était constitué en dot, en se mariant, 600,000 fr., et la gérance de l'entreprise de gaz Manby et Wilson. C'était notoirement un riche deux ou trois fois millionnaire; il ne faut pas demander s'il fut le bien-venu; les comédiens aiment à voir un capitaliste se mêler de leurs affaires. L'administration de M. Pilté dura quatorze mois.

Il a pris l'habitude depuis de dire qu'il y avait perdu de l'argent. Non; il a eu seulement peur d'en perdre, et ceci est une vérité judiciaire. Il était poursuivi pour 700,000 fr. à l'occasion de l'opération des paquebots transatlantiques par la maison Baudouin, qui menaçait de le faire mettre en

faillite; et il a été reconnu et déclaré par le Tribunal de commerce qu'il essayait de dissimuler sa position et dénaturait sa fortune.

La mise en faillite ayant été prononcée, M. Pilté a payé, le lendemain du jugement, 800,000 fr. On a dit que M^{lle} Pilté était intervenue pour ce paiement; mais M^{lle} Pilté, qui tient à une famille dont les ressources sont fort ordinaires, n'avait eu en dot que 80,000 fr. La vérité vraie, c'est que, lorsque l'horizon s'assombrit, M. Pilté se fait séparer de biens et abrite sa fortune; mais il est riche, on le sait, il a beau dire.

Effrayé des charges imposées à l'administration du Vaudeville, M. Pilté, homme sûrement habile, a voulu s'en débarrasser; mais le capitaliste devait-il aller chercher un homme de bien pour le substituer à sa responsabilité, afin que la fortune du théâtre s'éteignît dans les mains de cet homme, du premier venu, de quelque chose de moins que le premier venu, d'un homme enfin qui deviendrait titulaire de la faillite. C'est pourtant ainsi que M. Pilté a procédé en prenant pour successeur le sieur Lefèvre, qui auparavant avait successivement été imprimeur sur étoffes et directeur en faillite, soldat et condamné à cinq ans de fers, directeur du journal le Rabatien, inaltère en chef d'un petit journal, et condamné pour avoir persécuté M. de Larochefoucauld, qui avait été le malheur de faire une tragédie!

M. Pilté a dit qu'il ne devait rien, qu'on n'avait plus qu'à s'adresser à Lefèvre, stipulé avec ce dernier, par M. le vicomte de Colasnon, son associé, un pot de vin de 120,000 fr., plus un surtaxe sur le loyer de la salle, et il abrita un quidam chargé de prélever ces bénéfices sur les recettes quotidiennes.

Tous les directeurs successivement ont fait ainsi leurs bénéfices; quant à Lefèvre, il a fait faillite, et lorsqu'on est venu réclamer près de lui, il a répondu: « Je n'ai rien... l'hôpital, si vous voulez... je vais vous donner son adresse! »

La faillite, au surplus, était depuis longtemps l'état normal du théâtre du Vaudeville; c'était une cascade de faillites: M. Arago, M. Dutacq, M. Lefèvre; et si M. Ancelot, M. Pilté, M. Cogniard l'ont évitée, c'est qu'ils se sont retirés à temps.

Après le sieur Prat, qui avait été directeur du théâtre de Lyon, et qui n'est resté au Vaudeville que six semaines, est arrivé heureusement Paul Dulin, à qui Paris a su gré de son courage, et qui a fait de belles recettes.

Mais parmi les artistes du Vaudeville, Bardou, Volny, Worms ne comptent plus; ils se sont considérés comme étant à la solde de M. Ancelot pour neuf ans, et se sont tenus à sa disposition. Arnal est allé d'abord au Gymnase, puis il est revenu au Vaudeville; Doche a quitté; il a trouvé place ailleurs. Il n'en a pas été de même d'abord de Bardou, Worms, Camiade, de Beke, deuxième chef d'orchestre, de M^{lle} Guillemin et Thénard; ils ont intenté un procès à M. Ancelot et à ses autres directeurs successifs au paiement de leurs appointements. Ce procès a été suivi d'un jugement ainsi conçu:

« Le Tribunal, » Attendu que Bardou et consorts se sont engagés, par conventions verbales, avec Ancelot, alors directeur privilégié du théâtre du Vaudeville, à remplir divers emplois à ce théâtre; » Qu'ils ont continué leurs services sous les divers directeurs auxquels l'autorité a successivement conféré le privilège jusques et y compris le sieur Lefèvre, déclaré en état de faillite; » Attendu que par suite de cette faillite et de la fermeture du théâtre, Bardou et consorts entendent rendre responsables de leurs engagements le sieur Ancelot, avec lequel ils ont traité, et les sieurs Cogniard, Lockroy et Pilté, ses successeurs; » Attendu qu'un directeur de théâtre tient son privilège de l'autorité ministérielle; » Que ce privilège est personnel et révocable; » Que si, en le conférant, l'administration exige du titulaire diverses garanties, entr'autres un cautionnement afin de sauvegarder les intérêts des tiers contre la révocation possible des pouvoirs du directeur, il ne s'ensuit pas moins que tous les actes de celui-ci, pendant son exploitation, peuvent tomber sous l'application des clauses résolutoires prévues par l'art. 1134 du Code civil, et donner par conséquent ouverture à des demandes en résolution des conventions; » Attendu que les artistes engagés ne peuvent ignorer les réglemens en cette matière, et que s'ils continuent leurs services sans réclamation, ni protestation, c'est que, d'après la nature du contrat, ils se considèrent autant comme attachés au théâtre que comme engagés envers le directeur; » Attendu que si les demandeurs prétendent que la responsabilité du directeur est d'ordre public, en ce qu'elle se lie avec la non-interruption des représentations, ils oublient qu'il ne suffirait pas pour assurer le service que le directeur fût indéfiniment obligé envers les artistes, qu'il faudrait encore que ceux-ci le fussent indéfiniment envers le théâtre; » Qu'il serait plus conforme à leurs intérêts et à l'équité de reconnaître que, sauf convention contraire, la retraite forcée ou volontaire du directeur rend l'artiste sa liberté, et que, s'il n'use pas de son droit, il accepte et ratifie autant qu'il est en lui le changement qu'il opère; » Qu'il serait d'autant moins juste que l'ancien directeur restât engagé au-delà de son administration, qu'il va nécessairement être étranger à celle de son successeur; » Qu'il est donc juste que l'ancienne responsabilité nouvelle commence et est acceptée, l'ancienne finisse et soit dégagée; » Qu'ainsi se trouvent dégagés l'intérêt tiré de l'ordre public, celui de la liberté de transaction, et le principe qui veut que chacun réponde de ses actes; » Le Tribunal déclare Bardou et consorts mal fondés en leur demande, dit qu'il n'y a lieu de statuer sur les appels en garantie, et les condamne aux dépens. »

D'après ce jugement, ajoute M. Duval, quatre des réclamants ont trouvé asile à leurs; Worms seul a été moins heureux; il a interjeté appel.

Le jugement indique une sorte d'expédition, qui consisterait à décharger de toute obligation le directeur qui quitte l'administration et l'acteur qui a traité avec lui. Ce serait là, comme l'a dit Vulpian, dans son Traité sur les Théâtres, de si regrettable mémoire, une véritable anarchie. M^{lle} Vertueil, employée à l'Opéra-Comique par une aggrégation de sociétés, avait voulu aussi se retirer, lorsqu'il plut à Charles X de mettre la M. Ducis, colonel de cavalerie; mais un arrêt de la Cour de Paris l'obligea d'exécuter son engagement jusqu'à l'expiration du traité. C'est qu'en effet, ainsi qu'il résulte du dernier arrêt de la Cour, dans l'affaire Perrée, ce sont là des contrats de droit commun qui lient toutes les parties. S'il est vrai, par exemple, que M. Ancelot se soit substitué un autre directeur privilégié, eh bien! celui-là est obligé envers l'acteur, sans que M. Ancelot cesse de l'être pour son compte.

Dans une autre cause du même genre, l'organe du ministère public faisait observer que les directeurs sont quelquefois intéressés à faire des folies, des engagements fort chers, par exemple, pour le Théâtre-Italien, parce qu'alors les acteurs font importants et font chers ailleurs en même temps beaucoup de monde et beaucoup d'argent; mais que viennent de mauvais jours, il ne sera pas permis de prendre au direc-

teur je ne sais quel homme inconnu, qui fera de mauvaise affaire, et de dire aux artistes: « Je vous ai pris à Rome, à Naples, à Milan; à Londres; vous avez là de fort beaux appointements; à présent, la caisse est vide ici, retournez-vous-en; » et ainsi, Messieurs, figurez-vous un comédien qui, le poing sur la hanche, voyant arriver au Vaudeville M. Cogniard, qui a enrichi tous les théâtres, lui dit: « Je ne veux pas de vous. » Mais, au contraire, ce que les acteurs pouvaient faire de mieux, c'était d'ouvrir leurs bras aux nouveaux venus; ils ont tout accepté, la direction et les directeurs; les directeurs quand même, y compris Lefèvre, véritable insensé, que M. Pilté seul pouvait choisir.

Croirait-on que Lefèvre ait accusé Arnal d'avoir joué de façon à faire tomber une pièce? A quoi Arnal répondait: « Mais jamais acteur ne s'avisa d'une telle énormité! J'aurais donc fait comme Pichegru; j'aurais agi de manière à me faire battre. » Il y eût procès, et Arnal le gagna, comme on le pense bien. C'est encore Lefèvre qui a expulsé du théâtre M. Siraudin, auteur à succès. Ballard, le souffleur-douleur, celui qui faisait les réclames, qui dans les journaux écrivait: « Demain il y aura foule au théâtre du Vaudeville; dans la pièce nouvelle, les acteurs emportent tous les suffrages. » Ballard, qui a plaidé contre Lefèvre; il a fallu un jugement pour le maintenir au Vaudeville. M^{lle} Pilté elle-même prétendait à une loge, procès encore pour qu'elle pût entrer dans sa loge. Et c'est M. Pilté qui vient aujourd'hui nous dire: « Vous êtes créanciers d'une faillite. » A-t-il eu novation? Non; car en acceptant les nouveaux directeurs comme débiteurs, nous n'avons pas déchargé les anciens. Or, le Code civil est pour tout le monde, même pour les acteurs; n'ayant pas renoncé à leurs droits contre M. Ancelot, ils étaient tranquilles en acceptant des garanties supplémentaires.

De même que M. Ancelot ne pourrait s'exonérer envers les propriétaires de la salle, du loyer de cette salle, en prétextant, par exemple, qu'il n'y fait plus personnellement jouer le Vaudeville, de même il ne peut s'exonérer de l'exécution des engagements des acteurs. S'il n'est plus là pour exercer sa surveillance, c'est qu'il l'a voulu en cédant ses droits. Le propriétaire a-t-il chargé son acquéreur d'exécuter les baux de la maison vendue cesse-t-il d'être obligé dans le cas où l'acquéreur ne vendrait pas cet engagement? Il en est absolument de même ici; et il en doit être ainsi surtout dans une affaire où tous les directeurs ont stipulé et palpé des bénéfices en se retirant.

On objecte que nous sommes dans une situation spéciale; cela serait vrai, que les analogies que je viens d'indiquer en droit, n'en seraient pas moins applicables. Qu'est-ce donc que cette matière spéciale? C'est le décret du 8 juin 1806 sur les théâtres. Et qu'y a-t-il dans ce décret? Pas autre chose que la nécessité pour un entrepreneur de théâtres, de se pourvoir auprès du gouvernement pour obtenir son autorisation. Sans doute le gouvernement prendra soin de donner cette autorisation qu'à des hommes honorables et solvables; mais cela peut-il empêcher l'exécution des contrats particuliers? Sur ce point, la jurisprudence, qui se trouve exposée dans le dernier arrêt-Perrée, répond en qualifiant les contrats des artistes de traités de droit commun: On oppose en sens contraire un arrêt de la 2^e chambre de la Cour, du 4 décembre 1844; mais la thèse du droit commun, obligeant les directeurs successifs à l'exécution des traités primordiaux, a été admise, dans les débats même du Vaudeville avec M. Dutacq, par un arrêt de la 1^{re} chambre de la Cour, du 22 septembre 1842. Et une remarque qui est digne de votre attention, c'est que c'est huit jours après cet arrêt, qu'Hippolyte Worms a contracté avec M. Ancelot. En 1841, et le 10 juin 1848, arrêts conformes, affaires de Tully et Ballard.

En fait, dit en terminant M. Duval, tous les directeurs ont bien su quels engagements ils prenaient envers les artistes. Voici, à cet égard, une lettre du ministre de l'intérieur, qui m'a été adressée le 24 mai 1848; elle est des plus démonstratives:

« Citoyen, j'ai l'honneur de vous transmettre les renseignements que vous m'avez demandés sur les directeurs qui se sont succédé au Vaudeville, et sur les obligations qui leur ont été imposées relativement aux engagements d'artistes. »

« Le citoyen Ancelot, nommé directeur par arrêté ministériel du 17 octobre 1842, a donné sa démission le 23 juillet 1843. »

« Le citoyen Cogniard a été nommé directeur, par arrêté ministériel du 2 août 1843; l'obligation de continuer jusqu'au terme de leur expiration les engagements d'artistes et employés, lui a été imposée. »

« Le citoyen Lockroy a été subrogé au citoyen Cogniard, le 3 novembre 1846, dans l'effet de l'arrêté du 2 août 1843. »

« Le citoyen Lefèvre a été subrogé au citoyen Lockroy, le 3 août 1847, dans l'effet de l'arrêté ministériel du 2 août 1843. »

« Salut et fraternité, » Signé, F. Locky. »

« Le directeur des théâtres et de la librairie, » Signé, F. Locky. »

« Citoyen Léon Duval avocat. (Ou rit, en comptant dans vingt lignes, huit fois le titre de citoyen.) »

M. Chaix-d'Est-Ange, avocat de M. Pilté :

Quoi qu'en ait dit l'adversaire, il s'agit moins ici d'une question de droit absolu, d'un haut intérêt pour les artistes dramatiques, que de l'examen et de l'interprétation des faits propres à la faire décider au fond comme l'ont fait les premiers juges.

Après l'incendie du Vaudeville, rue de Chartres, plusieurs compétiteurs se présentèrent, notamment M. Ancelot. Le privilège lui fut accordé en 1842. Parmi les acteurs qu'il trouva déjà engagés et qu'il retint, se trouvait M. Hippolyte Worms; dont on a fait un éloge, qui peut être mérité, et que je n'ai pas d'intérêt à contester; M. Ancelot l'engagea comme régisseur, et, je crois aussi, comme amoureux de deuxième ordre. M. Ancelot a succédé à M. Cogniard, à M. Cogniard M. Lockroy. L'histoire du Vaudeville nous a appris que tous les directeurs y venaient perdre l'argent qu'ils avaient ou qu'ils n'avaient pas, et qu'il se trouvait toujours un insensé pour prendre leur héritage. Aussi ai-je été profondément étonné d'entendre dire par mon adversaire que tout le monde s'était enrichi au Vaudeville; c'est tout le contraire; et M. Ancelot y a perdu toute sa fortune, et a été exproprié immobilièrement. M. Lockroy, lui, n'était pas le véritable concessionnaire; il était le factotum de M. Pilté, qui n'entendait rien au théâtre, qui n'avait jamais eu le malheur de jouer la comédie, ni le bonheur de faire des pièces de théâtre. M. Pilté, qu'était-il donc? Mon adversaire, qui, dans la cause que nous plaitions dernièrement contre M. Perrée était mon auxiliaire, a dit que M. Pilté était un capitaliste... Eh bien! sera-ce une raison pour qu'il n'obtienne pas justice? Un riche! trois fois millionnaire! Ce sont des mots que je n'aime pas! On a scruté le contrat de mariage de M. Pilté: on y a trouvé un dot de 600,000 fr.: rien de tout cela: ce contrat, du 15 septembre 1836, constate, pour M. Pilté, une créance de 140,000 sur la compagnie du gaz, 2,000 fr. en autres créances bien ou mal hypothéquées, 12,000 de créances chirographaires, et cent actions de la compagnie du gaz, de 2,000 fr. chacune, valeur nominale, ce qui ferait 200,000 fr., mais sans qu'on puisse dire aujourd'hui quelle est leur valeur réelle. Voilà tout. Quant

à la dot de M^{lle} Pilté, elle était de 80,000 fr.

Comment M. Pilté est-il sorti de l'affaire du Vaudeville? On a dit qu'après y avoir gagné beaucoup d'argent, ayant reconnu que l'opération était mauvaise, il avait cherché un homme de bien, un paillard, quelque chose de moins que le premier venu; enfin, qu'il avait trouvé le sieur Lefèvre, soldat, imprimeur sur étoffes, journaliste, que sais-je? toujours en faillite, toujours poursuivi, toujours condamné, et qu'il avait paru très bon pour devenir titulaire d'une faillite. S'il en était ainsi, si M. Pilté eût si mal agi, il devrait perdre son procès; mais il n'y a rien de vrai dans tout cela.

M. Pilté malheureusement ne se faisait pas illusion, lorsqu'il disait qu'il n'avait trouvé que des pertes au théâtre du Vaudeville. Le relevé des livres, qui est la raison écrite des commerçants, atteste qu'indépendamment de sa responsabilité engagée pour la suite, il y a perdu 330,000 fr. D'un autre côté, ce n'est pas avec M. Lefèvre, l'involable par excellence, qu'il a traité, mais avec M. Le vicomte de Cousanzen, gendre de M. de Bourdonnaye, propriétaire dans le département de la Mayenne d'un domaine où se trouvent 635 hectares de terre, c'est-à-dire d'une importance de 1,200,000 fr. au moins, sans parler de la fortune de sa femme qui, à la vérité, s'est fait séparer de biens, mais qui n'avait pas encore pris cette mesure lors du traité de son mari avec M. Pilté. Ce n'est pas là, bien entendu, un homme de rien. Aussi, lorsque le Gouvernement a examiné, conformément au décret de 1806, la solvabilité et la moralité des successeurs de M. Pilté, a-t-il sans difficulté admis ces derniers à cette succession; c'est ainsi qu'à l'Opéra, par exemple, en pareille circonstance, fut accueillie la commandite de M. Aguado.

Au moins, a-t-on dit, M. Pilté, en se retirant, a recouvré ce qu'il avait perdu; il a stipulé sur la recette journalière un prélèvement de 330 fr. Qu'on se détrompe à cet égard; calcul fait, il reste à M. Pilté, gérant du loyer de la salle, et dont la fortune est associée à celle du Vaudeville, un bénéfice quotidien de 17 fr. 60 c. par jour. C'est ce bénéfice que voudraient lui faire expier les artistes qui, assignés devant le Tribunal de commerce en condamnation solidaire avec MM. Ancelot, Cogniard, etc. (ce qui signifie suffisamment que M. Pilté aurait seul à supporter le poids de cette solidarité). M. Bardou demandait 40,000 fr., M^{lle} Doche pareille somme de 40,000 fr., M. Worms 50,000 fr. de dédit. Heureusement, le Tribunal, dans un jugement peut-être un peu absolu dans les principes, ce qui n'empêche pas la Cour de l'admettre, quant à son dispositif, par des raisons de fait, a rejeté ces demandes exorbitantes de tout point. Un seul artiste a interjeté appel; mais, comme il n'a pas dit (assez-moi le mot): « Entrons par le petit bout; nous ferons dire par Hippolyte Worms qu'il vient demander le salaire d'un travail et d'un engagement légitime, et qu'il est seul dans cette poursuite; mais, comme le jugement ne nous a pas été signifié, nous pourrions plus tard nous présenter aussi devant la Cour, et réclamer le même triomphe qu'aurait obtenu notre camarade. » Cette marche peut être habile, mais elle cesse de l'être dès qu'elle est connue et déjouée.

M. Chaix-d'Est-ANGE soutient que, par cela seul qu'un employé, un artiste d'un théâtre, etc., ont agité un nouveau directeur, ils sont sans action contre ceux qui ont précédé ce dernier. Il cite, à cet égard, les arrêts de Tully (3 juillet 1841, Paris, 3^e chambre), et Dutacq (4 septembre 1842, Paris). L'application du droit commun au privilège théâtral n'est pas possible. Le droit de propriété *vis-à-vis* *utendi* et *abutendi*, peut-il être comparé à un privilège temporaire, limité par des restrictions de tous genres, telles que celles d'aliéner, d'hypothéquer, d'engager, etc. Et, même en admettant cette assimilation, il faudra dire que, si le directeur privilégié évince l'artiste, ce dernier aura son recours contre celui qui l'a engagé, comme dans l'espèce Worms contre Lefèvre.

Après avoir rappelé les arrêts Ronconi (20 novembre 1843), et Ballard (10 juin 1848), ce dernier surtout, dans une espèce tout à fait identique (voir cet arrêt à sa date dans la Gazette des Tribunaux), M. Chaix démontre que, lors de la présentation du sieur Lefèvre par M. Pilté comme son successeur, le sieur Hippolyte ne fit aucune protestation, ainsi que l'avait fait Arnal, et que, loin de là, Hippolyte, régisseur du théâtre, *alter ego* du directeur, intermédiaire de tous les ordres de ce dernier, a toujours reconnu le sieur Lefèvre comme directeur.

L'avocat produit à cet égard des lettres d'Hippolyte Worms; par exemple, une entrée adressée à l'acteur Ballard, qui se plaignait d'une amende prononcée contre lui, et dans laquelle Hippolyte disait à son camarade: « Que Lefèvre était pour lui le directeur du théâtre, y puis encore de petits bons de paiement délivrés par Lefèvre à Hippolyte acceptés, puis quittancés par ce dernier » puis enfin des lettres de Lefèvre, écrites pendant la canicule, portant autorisation du régisseur Hippolyte « de faire relâche au théâtre, s'il jugeait que la chaleur du jour fit craindre une mauvaise recette. » De plus, Hippolyte a produit à la faillite Lefèvre pour une somme de 600 fr., et il n'a fait aucune réserve contre les autres directeurs. Il devait, s'il conservait cependant des prétentions à leur égard, imiter Arnal, qui avait reçu du nouveau directeur, mais sans dégrader les autres.

M. de Royer, avocat-général, rappelle les concessions successives du privilège, faits d'autorisation de l'administration, et les subrogations d'un directeur à l'autre, avec obligation de maintenir les engagements jusqu'à l'expiration du privilège. Mais ce magistrat rappelle aussi la faillite Lefèvre, qui a été l'annexe et la dépendance, et qui ont péri par la même cause, d'autant plus, à l'égard d'Hippolyte Worms, qu'il a lui-même accepté pour obligé le nouveau directeur, et dégage les autres par l'effet de la novation. M. l'avocat-général conclut, en conséquence, à la confirmation du jugement, mais pour d'autres motifs que ceux qui en sont le fondement.

La Cour, par un arrêt de principe, a admis la thèse d'annulation des engagements par l'effet de la cessation du privilège dont ils sont la dépendance nécessaire.

Nous donnerons demain le texte de cet arrêt important, qui fait cesser les hésitations sur l'interprétation et les effets des actes d'adhésion plus ou moins implicites des artistes à la substitution du nouveau directeur à celui avec lequel ils ont traité.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Zangiacomi.

Audience du 25 janvier.

AFFAIRE DU JOURNAL LA PRESSE. — EXCITATION A LA HAINE ET AU MÉPRIS DU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN. — EXCITATION A LA HAINE ET AU MÉPRIS ENTRE LES CITOYENS.

A dix heures et demie, l'audience est ouverte au milieu d'une affluence considérable de curieux et de jeunes avocats, attirés par les débats qui vont s'ouvrir et qui ont été, il y a deux jours, renvoyés à aujourd'hui. M. de Girardin est assis au banc de la défense à côté de M. Langlais, avocat de M. Neffizer, gérant de la Presse.

Le 2 décembre dernier, le journal la Réforme a publié un article intitulé: *Au Peuple des campagnes*. Cet article a été poursuivi et condamné le 10 janvier par le jury de la Seine. Cependant, dans son numéro du 12 janvier, la Presse, dans un article intitulé: *Inconséquences*, a reproduit en entier l'article condamné. C'est à raison de cette reproduction que le gérant de ce journal est appelé aujourd'hui devant le jury. L'affaire avait été indiquée pour le 23; on se souvient qu'avant-hier, du consentement de M. Neffizer, l'affaire a été remise à aujourd'hui.

M. le président: Quels sont vos nom et prénoms? Le prévenu: Auguste Neffizer. D. Votre âge? — R. Trente ans. D. Votre état? — R. Gérant du journal la Presse. D. Où êtes-vous né? — R. A Colmar. D. Et vous demeurez? — R. A Paris.

D. Vous acceptez la responsabilité de l'article inséré dans le numéro du 12 janvier, signé par vous comme gérant? — R. Oui, Monsieur le président. (Se reprenant): C'est-à-dire j'accepte la responsabilité légale, mais non pas la responsabilité morale, car je ne l'ai pas eu. Il a été apprécié par M. de Girardin.

M. le président: Vous direz cela dans votre défense. Nous ne pouvons admettre cette distinction entre la responsabilité légale et la responsabilité morale. La parole est à M. l'avocat-général.

M. l'avocat-général Suin: A la vue de cette foule inusitée, il est permis de se demander pourquoi tant de solennité? Pourquoi tant de monde pour voir juger un article déjà jugé dans le calme et le silence? Pourquoi la foule, quand il s'agit de la Presse, pourquoi le désert, quand il s'agit de la Réforme?

Est-ce donc que doit s'agir ici une de ces importantes questions de liberté? Est-ce qu'il s'agit d'un autre procès que celui qui a déjà été soumis à vos prédécesseurs dont vous êtes l'honorable continuation?

Le secret de tout ceci vient de nous être révélé par le gérant de la Presse. Il vient de vous dire qu'il accepte la responsabilité légale, mais non la responsabilité morale de l'article qu'il dit n'avoir pas eu, et le nom de M. de Girardin s'est glissé dans la réponse du gérant.

Voilà donc comment on fait un journal! Voilà les gérants qu'ils ont, des hommes de paille! Et à côté de lui un autre homme, à qui revient la responsabilité morale des articles; on a nommé M. de Girardin.

Nous le demandons, est-ce qu'en n'acceptant pas ici la responsabilité morale de l'article, on ne le répudie pas? Neffizer dit qu'il ne l'a pas eu, j'aime à le croire, et à penser que s'il l'eût eu, il ne l'eût pas laissé passer, il ne l'eût pas inséré.

M. de Girardin dit dans le procès de la Gazette de France, en matière de presse nous pouvons poursuivre l'imprimeur, l'auteur et le gérant, ou chacun d'eux, à notre choix. Nous pourrions l'auteur quand il a mis son nom au bas de l'article, nous poursuivons le gérant si l'auteur est resté inconnu. Pourquoi nous adressons-nous alors au gérant? C'est qu'il est surtout le gérant qui commet le délit; l'auteur n'en est que le complice: c'est la publicité qui fait le délit. En effet, un écrit non publié n'est pas coupable; c'est la publication de l'écrit qui le rend coupable.

Ainsi, M. de Girardin ne doit pas nous occuper ici; il n'a pas signé l'article. Cependant il cherche à intervenir dans le procès; il cherche à faire du bruit, de faire parler de lui. (On rit.) Nous n'en parlerons pas et nous arriverons de suite au procès.

C'est à la date du 2 décembre que le journal la Réforme publia un article intitulé: *Au peuple des campagnes*. Le ministère public, gardien vigilant de la société, a vu dans cet article un délit, et il l'a déféré au jury, c'est-à-dire à la société elle-même, pour laquelle il jugeait que l'article était dangereux. Le jury a déclaré que le ministère public s'était alarmé avec raison et il a prononcé la culpabilité de cet article.

Et puis, le surlendemain, non pas le lendemain, un journal voyant là un article hostile à la société, s'en est emparé, et s'est dit: Voilà un article qui n'a été lu que par dix mille personnes; le mal qu'il a produit n'a pas été assez grand; je veux que l'article soit lu par deux cent mille personnes. (A fixé ce chiffre.)

Quand cet article a été lu par 10,000 personnes, vos prédécesseurs, messieurs, ont jugé qu'il était dangereux et coupable, et nous venons vous demander si cet article est moins dangereux et moins coupable, parce que, par une vanterie de la Presse, on aura voulu le porter à la connaissance de 200 mille lecteurs.

Occupons-nous donc de cet article: il est intercalé dans celui que nous poursuivons; c'est par lui que nous commençons.

(ici M. l'avocat-général donne lecture de cet article.) Voilà, messieurs, dit M. l'avocat-général après cette lecture, l'article que vos prédécesseurs ont déclaré coupable, et que la Presse a reproduit dans les circonstances et dans un cadre qui vous le font connaître.

Ce n'est pas le lendemain de la condamnation et dans son compte-rendu que le journal a reproduit l'article condamné; c'est dans le numéro du surlendemain qu'il a paru, encadré dans les réflexions que suscita une polémique entre la Presse et le journal l'Univers. Cet article, je dois vous le lire, quel que ennuyeux qu'il soit, afin que vous voyiez à quel moment et dans quel but on y a ouvert une parenthèse pour y enchaîner l'article de la Réforme.

Voici cet article:

INCONSÉQUENCES.

« Le 19 août 1848, alors que Paris était protégé par cent mille soldats, bivouaquant dans les Champs-Élysées, et commandant Paris, le conseil des ministres, présidé par M. le général Cavaignac, et comptant parmi ses membres M. Marie et M. Senard, se réunit et décide, sans rire, que l'existence de cette délibération, la Gazette de France est un danger public. En conséquence de cette délibération, la Gazette de France est solennellement suspendue. Aujourd'hui, ce fait paraît à peine étonnant. Dans quelques années on aura la même peine à comprendre qu'un grave débat ait pu s'engager entre deux journaux sérieux, l'Univers et la Presse, sur la question de savoir si la liberté de tout dire implique la liberté de tout faire? »

« La doctrine de l'Univers est celle-ci: « L'homme doit toujours conformer son action à sa parole, sa parole à sa pensée. »

« De cette doctrine, l'Univers tire cette conséquence, que si l'homme a la liberté de tout penser, il a la liberté de tout dire, et que s'il a la liberté de tout dire, il doit avoir la liberté de tout faire. »

« Puis, à peine l'Univers a-t-il tiré cette conséquence, qu'il se hâte de se contredire et d'admettre entre la pensée et la parole la distinction suivante: »

« La pensée est toute intérieure. La loi humaine ne saurait l'atteindre, car elle ne la voit point; la pensée est donc inviolable de fait. Mais la parole est extérieure, et la loi humaine peut la saisir: en fait, l'inviolabilité n'est donc pas la même. »

« Puisque l'Univers admet une distinction entre la pensée et la parole, pourquoi donc n'admet-il pas une distinction semblable entre la parole et l'action? Est-ce que la liberté de tout dire ne porte pas en elle un antidote que ne possède pas la liberté de tout faire? La liberté de la parole a deux côtés: face et revers; ce que B. affirme, C. le contredit; ce que M. loue, N. le blâme. Toujours une affirmation provoque une contradiction, et rarement une calomnie se produit sans servir de passeport à une apologie. C'est là le correctif de la liberté de tout dire, correctif qui ne permet pas de l'assimiler à la liberté de tout faire, liberté qui ne peut et qui ne saurait jamais exister. »

« Nous l'avons dit, et nous le répétons: »

« Nulle part et à aucun degré n'existe la liberté de voler, la liberté de tuer. »

« Partout, à des degrés divers, existent la liberté de parler, la liberté d'enseigner. »

« Liberté absolue ou interdiction absolue: telle est notre doctrine. »

« Liberté absolue de vous enrichir par le travail et l'épargne; mais interdiction absolue de vous enrichir par le vol et par le meurtre; voici comment nous comprenons que la liberté d'action soit à la fois entière et limitée. »

« La liberté de faire est une liberté spéciale; c'est pourquoi ne saurait exister la liberté de tout faire. »

« La liberté de dire est une liberté générale, c'est pourquoi aucune limite légale ne doit être mise à la liberté de tout dire. »

« La parole, comme la pensée, échappe à la loi humaine; donc, elles doivent être assimilées l'une à l'autre. »

« Est-ce à dire que nous approuvons l'erreur, l'injure, la médisance, la diffamation, la calomnie? Non; nous reconnaissons et nous proclamons qu'il peut y avoir des paroles coupables comme il existe des pensées criminelles; mais le juge souverain des pensées criminelles, c'est la conscience intérieure; mais le juge souverain des paroles coupables, c'est la conscience publique. Elle seule doit prononcer; elle seule doit appliquer, selon les circonstances, l'une de ces trois peines: le blâme, le mépris ou l'indignation. »

« Prétendre assimiler des paroles à des actes, convertir des

discours en délits justiciables des Cours d'assises et des Tribunaux correctionnels, c'est égarer la justice humaine dans une route où il n'est pas bon, où il n'est pas prudent qu'elle s'engage. Toujours et partout le vol sera le vol; toujours et partout le meurtre sera le meurtre; mais tel discours, telle doctrine condamnés à telle époque comme délits punissables, seront, à telle autre époque, proclamés comme des vérités victorieuses.

« En 1840, M. Guizot fait condamner M. Lamennais à une année de prison; en 1848, M. Lamennais est nommé, à Paris, représentant du peuple par 104,000 votants, tandis que M. Guizot est contraint de se réfugier à Londres. Celui qui, le 22 février, eût crié: « Vive la République! à bas la monarchie! » eût été arrêté; celui qui, quelques jours plus tard, eût crié: « Vive la monarchie! à bas la République! » eût été fort heureux d'en être quitte pour une condamnation judiciaire. Éternelles-oscillations du pendule humain! Laissez donc chacun exprimer librement sa pensée, son opinion. Que ceux qui préfèrent la monarchie à la république puissent le dire hautement, à la condition de la même liberté pour ceux qui préfèrent la république à la monarchie. Tolérance absolue et réciproque, car ce n'est pas la sincérité des opinions qui est dangereuse, c'est l'hypocrisie des partis. L'unique moyen de la combattre et de la vaincre, c'est de faire le contraire de ce qu'on a fait, c'est de proclamer la liberté de tout dire, de tout imprimer, de tout enseigner. »

« A quoi bon la restreindre? A quoi bon la comprimer? Qu'y gagne-t-on? Ouvrez ce matin les journaux, et vous lirez qu'un jeune homme de Baye (Gironde), a été arrêté pour avoir crié: « Vive la République démocratique et sociale. » Il a été acquitté à Baye; peut-être qu'à Bordeaux il eût été condamné. Cependant, si le cri était innocent à Baye, ce cri ne devait pas être moins innocent à Bordeaux, ou si le cri était coupable à Bordeaux, il ne devait pas être moins coupable à Baye. Mais admettez que partout ce cri fut également puni comme séditieux, empêchez-vous de crier: « Vive la République démocratique! Vive l'égalité sociale? » Même pensée différemment exprimée! M. Dupin et M. Sauzet, tour à tour présidents de la Chambre des députés, ont-ils jamais réussi à empêcher M. Garnier-Pagès et M. Ledru-Rollin de laisser apercevoir, à travers la trame transparente de leurs réticences étudiées, la couleur tranchée de l'opinion républicaine à laquelle ils appartenaient? Non: alors, n'eût-il pas mieux valu leur laisser dire franchement qu'ils étaient républicains? Que gagnait-on à leur ôter cette liberté? Rien; au contraire: par cette intolérance farouche et stupide, l'on révélait sa faiblesse et sa peur; par la compression, l'on préparait l'explosion. Toute erreur est une semence qui porte son fruit; la Révolution du 24 février a été le fruit de l'erreur, qui a survécu, et que nous continuons à combattre sous le régime actuel, avec la même ardeur que nous la combattons sous le régime précédent. »

« Ouvrez ce matin les journaux judiciaires: vous y trouverez l'arrêt qui condamne le gérant de la Réforme à 2,000 fr. d'amende et trois mois d'emprisonnement, pour avoir publié, le 2 décembre, l'article que vous allez lire. »

Ici, dit M. l'avocat-général, l'auteur de l'article ouvre une parenthèse que rien n'explique, que rien ne justifie, et il intercale l'article de la Réforme, article condamné, vous le savez, article dangereux pour la société, qu'on a jugé n'avoir pas été assez lu et qu'on a voulu porter à la connaissance de deux cent mille lecteurs.

Après cet article, dit M. l'avocat-général, on ferme la parenthèse et la dissertation continue. Je ne veux pas vous lire ce qui suit immédiatement l'article de la Réforme, parce que j'y suis en cause, parce que j'y suis insulté, parce que j'aurais l'air de vouloir me venger, et que dans les fonctions que je remplis, on ne se venge pas (Mouvement). Il est, d'ailleurs, des personnes qui ne peuvent pas insulter.

On continue ainsi l'article qu'on veut appeler un compte-rendu: « Voilà donc à quoi servent les lois répressives en matière de liberté de presse! Elles servent ou à aggraver et étendre le mal, ou à transformer en hypocrisie qui trompe la franchise qui avvertit, en perfidie dont on ne se défie pas la violence dont on se défierait! L'ignorant qui fait rentrer la petite vérole, au lieu de l'aider à sortir, tue le malade au moment où il veut qu'il le guérisse. Pourquoi donc? C'est ainsi qu'ils le soignent, c'est ainsi qu'ils le traitent! Au lieu d'aider à sortir ce qu'ils appellent le socialisme, ils le font rentrer, ils le repèrent, ils l'aggravent, ils l'enveniment, ils le rendent mortel. C'est la même intolérance qu'au temps de Tacite, s'exprimant ainsi: « ... Des malheureux abhorrés » pour leurs infamies, et qu'on appelait chrétiens! C'est la même intolérance qu'au seizième siècle, à l'époque où la liberté de la chaire avait à se défendre contre le risque de la suspension, où les prédicateurs, accusés de commettre le peuple, étaient exposés à la peine de la harte! »

« On ne poursuit plus les prédicateurs, mais on poursuit les instituteurs; que la majorité parlementaire se déplace, et peut-être sera-ce le contraire qui aura lieu! Peut-être recommencera-t-on à poursuivre les prédicateurs! Que dira, alors, l'Univers, qui veut des lois répressives contre la liberté de la presse et la liberté de l'enseignement? »

« Chaire contre chaire, journal contre journal, école contre école, discours contre discours, voilà en quels termes nous résumons notre programme sur la liberté des cultes, la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de la tribune. »

« L'esprit humain est un fleuve, on peut en détourner le cours, mais nul n'est assez puissant pour l'arrêter, le condamner à l'immobilité, le transformer en lac. Jupiter détrôné est là pour l'attester. »

« Qui donc a le droit de proscrire la tolérance des idées, et de se déclarer en possession exclusive de la vérité? Par qui fut condamné Galilée? N'est-ce pas par le Tribunal de l'Inquisition? Il y a un siècle, les sorciers étaient brûlés; depuis qu'on ne songe plus à les persécuter, qui croit en eux? L'Univers y croit-il? »

« C'est sérieusement que nous lui posons cette question, et que nous le prions d'y répondre. »

Après avoir terminé cette lecture, M. l'avocat-général reprend les diverses parties de l'article de la Presse, et s'attache à démontrer: 1^o que cet article, dans sa forme, n'est pas un compte-rendu, 2^o qu'au fond il a été écrit dans une intention criminelle et dans le but avoué de porter à la connaissance d'un grand nombre de lecteurs un article qui avait été judiciairement déclaré coupable par le jury. Il termine en demandant une sévère répression contre le gérant de la Presse.

M. de Girardin se lève et se dispose à prendre la parole.

M. le président: M. Langlais, vous êtes le défenseur du gérant de la Presse, il serait plus légal qu'on vous entendît le premier.

M. Langlais: Je suis aux ordres de la Cour.

M. le président: Vous avez la parole.

M. Langlais: Messieurs, le gérant de la Presse est traduit devant vous pour deux délits: excitation à la haine et au mépris du Gouvernement républicain, et excitation au mépris et à la haine des citoyens. M. l'avocat-général, après vous avoir signalé ces deux délits, vous a dit pourquoi il n'a poursuivi que le gérant. Je n'ai pas à discuter cela, la loi est là, elle est formelle. Oui, on a pu poursuivre le gérant seulement; mais qu'il me soit permis de dire à M. l'avocat-général qu'il aurait dû comprendre qu'il est un autre sentiment que le désir de faire du bruit et de faire parler de soi qui a amené ici l'auteur de la publication poursuivie.

Allons plus loin: on vous a dit que cette publication avait été faite dans une intention mauvaise, et l'on vous a l'article. S'il disait ce qu'on lui fait dire, je ne serais pas ici pour défendre le journal; mais il y a deux manières de lire un article, et M. l'avocat-général n'a pas lu celui de la Presse du même ton et de la même manière qu'il a lu celui de la Réforme.

L'avocat examine ici l'intention qui a présidé à la publication de l'article de la Presse et à la reproduction de l'article de la Réforme. Il dit que, dès le 3 mars 1848, la Presse a pris pour thèse et pour drapeau le droit absolu de discussion, qu'elle oppose sans cesse au droit d'insurrection. Ce droit de discussion, si on l'admet, comme le veut la Presse, d'une manière absolue, doit faire disparaître le droit d'insurrection.

Après la condamnation de l'article de la Réforme, la Presse

a fait le raisonnement suivant: Voilà un article que le jury vient de condamner; cet article était-il dangereux? Si non, alors la poursuite est un mal; car l'article qui n'a été lu que par dix mille personnes, au lieu d'être lu par plus de deux cent mille personnes, grâce aux reproductions que les journaux en feront. Tenez, je lisais hier un écrit de M. le procureur-général Dupin; ce sont toujours des écrits bons à lire quand il s'agit des libertés de la presse (mouvement d'approbation); c'est l'éloge de M. Maesherbes, et il y est démontré combien sont dangereuses les poursuites contre les productions de l'esprit. Il y rapporte notamment cette anecdote: Sous Louis XV, un auteur satyrique, dont on venait de faire condamner et brûler un livre, écrivit au ministre pour le prier de faire saisir et brûler un autre ouvrage qu'il terminait en ce moment, ajoutant qu'il avait besoin de ces rigueurs pour compléter une somme de 60,000 francs qui lui était nécessaire, promettant au surplus de ne rien écrire après ce résultat obtenu. (Rire général.)

Voilà, dit M. Langlais, le danger des poursuites, et c'est ce danger que le gérant de la Presse a signalé en publiant l'article qui vous est déféré. A-t-il voulu, en reproduisant l'article condamné, pousser le peuple à l'insurrection? Supposons au journal la Presse une pareille intention, c'est le 24 février; c'est oublier que le 23 mars 1848 M. de Girardin déclarait qu'il ne reculerait pas devant les actes insurrectionnels et violents dont il était menacé; et soyez sûrs que cette affluence dont on s'étonnait tout-à-l'heure s'explique par le désir qu'on a eu d'entendre ici un homme de cœur et de talent, et de voir comment les gouvernements oublient. (Mouvement.)

M. le président: Ces dernières paroles ne sont pas suffisamment réfléchies.

M. Langlais: Cette thèse du droit de reproduction n'est pas nouvelle; elle a été jugée à l'occasion des chansons de Béranger, qui avaient été reproduites dans une brochure qui rapportait la plaidoirie de M. Dupin et les chansons qu'il avait lues à l'audience. La thèse que nous soutenons aujourd'hui fut défendue par M. Dupin, et jamais plaidoirie plus étincelante ne sortit de la bouche de l'éloquent procureur-général d'aujourd'hui.

Ce droit de reproduction, on ne le conteste pas; mais on nous dit que nous l'avons exercé tardivement; que le lendemain de l'arrêt, si la Presse avait fait ce qu'on fait tous les autres journaux sans exception, ce qu'a fait le Droit, par exemple, qui donne l'article condamné, on n'aurait pas songé à nous poursuivre; mais que cette publication avait été faite le surlendemain, et que ce n'était pas un compte-rendu. Or, M. Dupin a démontré, dans l'affaire dont je viens de vous parler, que le droit de reproduction est absolu et ne s'exerce pas à jour fixe, plutôt le lendemain que le surlendemain des débats.

M. Langlais examine si l'article de la Presse est un compte-rendu, et il s'efforce d'établir que, dans le fond et dans la forme, l'article poursuivi a le caractère d'un compte-rendu. Il termine en disant, à l'appui de sa démonstration, que si la Presse avait été dans la position où s'est trouvé le National sous la monarchie, c'est-à-dire sous le coup d'une interdiction de rendre compte des débats judiciaires, le ministère public l'aurait poursuivi pour l'article du 12 janvier, et n'aurait pas eu de peine à démontrer que cet article est bien un compte-rendu. Il conclut au renvoi du gérant de la Presse.

M. de Girardin se lève de nouveau.

M. le président: M. de Girardin, est-il bien nécessaire que vous preniez la parole après les développements si complets, en fait et en droit, que vient de donner M. Langlais?

M. de Girardin: Je demande la permission d'ajouter deux mots d'explication à ce qui vient d'être dit. Il est nécessaire que je réponde à ce qu'a dit M. l'avocat-général. Permettez-moi d'insister sur ce qu'il y a eu de personnel...

M. le président: Vous n'êtes pas en cause et vous n'avez pas à répondre à ce qui vous est personnel.

M. de Girardin: Permettez cependant...

M. le président: Allons, quelques mots seulement.

M. l'avocat-général: Monsieur n'est pas en cause.

M. de Girardin: C'est vrai, mais j'ai été admis comme conseil de M. Neffizer, et il y a des explications que je puis seul donner en cette qualité, sur les intentions qu'on a présidées à la reproduction de l'article de la Réforme, intention qui seule peut constituer le délit.

M. le président: Cela a déjà été dit.

M. de Girardin: Le gérant n'a pas lu l'article, et s'il ne l'a pas lu, il n'y a pas de délit de sa part. Je dois dire, parlant ici pour l'auteur présumé absent de l'article de la Presse, qu'il n'avait pas lu non plus l'article de la Réforme, et que je l'ai entendu aujourd'hui pour la première fois. L'intention de l'auteur a été évidemment de faire triompher le principe tutélaire de la séparation de la justice et de la liberté de la presse.

M. le président: Ce principe n'est pas en cause.

M. de Girardin, avec l'expression de l'impatience: Je renonce à la parole.

M. l'avocat-général Suin réplique. Il insiste sur l'intention évidente qui a présidé à la reproduction de l'article de la Réforme après la condamnation prononcée par le jury. « Vous a dit, ajoute-t-il, que cette reproduction était dans les droits de la presse en général, et on a donné comme preuve de ce fait que tous les journaux, tous sans exception, avaient reproduit cet article en rendant compte des débats de ce procès. C'est là une erreur, et quand le journal la Presse dit: « Ouvrez les journaux judiciaires, vous y trouverez, etc. » la Presse dit une chose inexacte; car si le défendeur a pu tout-à-l'heure prendre le compte rendu du Droit et le comparer phrase à phrase à l'article que nous vous déférons, nous le mettons au défi de retrouver l'article incriminé dans la Gazette des Tribunaux, qui s'est abstenue de le reproduire. Ce qu'il y a de vrai, c'est que l'article a été reproduit par les journaux d'opposition, par les journaux dont cet article faisait les affaires, par la mauvaise presse, enfin. Les autres journaux se sont abstenus de donner à cet article une publicité qu'ils ont jugée dangereuse. »

D'ailleurs, dit en terminant M. l'avocat-général, l'article de la Presse n'est un compte-rendu ni par le fond, ni par la forme. L'organe du ministère public reproduit les raisonnements qu'il a déjà fait valoir sur ce point et persiste dans ses réquisitions.

M. de Girardin: Il est indispensable que je fournisse quelques explications sur la question de bonne foi.

M. le président: Au point de vue du gérant?

M. de Girardin: Du gérant, oui.

Il est important que MM. les jurés saisissent bien la différence qu'il y a entre une contravention de presse et un délit de presse. Pour la contravention, il est indifférent qu'il y ait eu ou non bonne foi. Il n'en est pas de même pour un délit: il faut que l'intention mauvaise existe et soit démontrée. L'a-t-il en mauvaise intention de la part du gérant? Il vous a déclaré qu'il n'a pas lu l'article publié par la Presse.

M. l'avocat-général: Qu'est-ce que cela fait?

M. de Girardin: Peut-être qu'on me dit: Qu'est-ce que cela fait? Je répons que cela fait tout, et qu'il n'y a pas de délit sans intention criminelle.

Le gérant de la Presse avait-il besoin de recourir à la rue pour publier le 12 un article qu'il aurait pu publier deux jours plus tôt? Je dis deux fois; car l'article ayant été lu une fois par le ministère public et une fois par la défense, il pouvait, dans le compte-rendu, être deux fois reproduit.

Si la Presse avait eu l'intention mauvaise qu'on lui prête elle aurait reproduit l'article condamné dans son numéro du 14. Au lieu de cela, que fait-elle? Elle donne ce jour-là quelques lignes seulement du compte-rendu, et puis, le lendemain, ayant à démontrer que les lois sur la presse sont inéficaces et dangereuses...

M. le président: Nous ne pouvons laisser passer cela.

M. de Girardin: Dangereuses... politiquement, j'admets ce correctif, elle a cité l'exemple du procès fait à la Réforme. Si elle avait eu besoin que cet article fut reproduit, il faut convenir que le parquet l'a servie à souhait par ce nouveau procès; car, dès demain, cet article sera reproduit de nouveau par tous les organes de la presse.

Messieurs, il y a deux sortes d'articles: les articles qui

nouveaux et les articles dangereux; ne confondons pas. (On rit.) M. l'avocat-général n'aime pas les articles ennuyeux; c'est l'affaire de goût; mais il aime beaucoup les articles dangereux, car il les lit souvent et donne occasion à leur reproduction. (Nouveaux rires.) M. l'avocat-général: Si je les lis, c'est que j'y suis obligé.

M. le président: C'est par devoir. M. l'avocat-général: Ne me critiquez pas sur ce point; si je lis vos articles, ce n'est pas par plaisir, mais parce que mon devoir m'y oblige.

M. de Girardin: Si je n'ai pas signé cet article, c'est qu'il n'y avait aucun danger à le publier. Lisez la collection de la Presse après les événements de Février, et vous verrez que tant qu'il y a eu quelque danger à signer les articles, j'ai mis mon nom au bas de tous ceux que j'ai écrits. Maintenant laissez-moi vous dire quelques mots pour le prévenu absent.

M. le président: Il n'y a pas de prévenu absent, parlez pour le gérant Neffizer, et non pour d'autres. Attachez-vous à justifier la publication, ce sera plus convenable et plus utile.

M. de Girardin: Cette publication a été faite pour soutenir cette thèse, qu'il importe que la justice et la liberté de la presse soient toujours séparées et indépendantes l'une de l'autre. Rappelez-vous, Messieurs, qu'après Février, la presse a noblement fait son devoir, et qu'alors que la justice se taisait et laissait faire, c'est la presse qui a fait elle-même sa police, en ne laissant jamais, sans les combattre, les théories et les systèmes qui se produisaient de toutes parts et qui lui paraissaient avoir quelque danger. Si j'insiste pour que la justice intervienne jamais dans les affaires de presse, c'est que j'y crois qu'il y a un danger, non-seulement pour la liberté de la presse, mais pour la liberté en général, un danger pour la société.

M. l'avocat-général Suin prend une troisième fois la parole, et M. Langlais lui répond en reproduisant, sous une nouvelle forme, les arguments qu'il a déjà fait valoir.

M. le président résume les débats, et le jury entre en délibération. Son verdict a été négatif, M. Neffizer, gérant de la Presse, a été renvoyé des fins de la plainte.

VIOLENCES ENVERS DES AGENS DE LA FORCE PUBLIQUE. — EFFUSION DE SANG. — INJURES ENVERS LES AGENTS. — CRIS SÉDITIEUX.

Nous avons rapporté les faits qui ont donné lieu à l'affaire dont le jury a eu ensuite à s'occuper. L'accusé Jacquier se présente dans les circonstances suivantes:

Le dimanche 16 septembre dernier, vers midi, des inspecteurs de police saisissent et se disposaient à mettre en fourrière une voiture à bras, dont le conducteur stationnait en contravention sur la place Maubert. Jacquier, sortant tout-à-coup d'un cabaret, se mit à les insulter gravement, leur reprochant de faire un acte arbitraire et les traitant de brigands et de canailles. Le brigadier Tisserand s'approcha de cet homme pour l'arrêter; mais Jacquier lui opposa la plus vive résistance, se couchant à terre pour qu'on ne pût l'emmener, et frappant à coups de pieds et à coups de poings les sergents de ville qui étaient venus prêter main forte à leur brigadier. L'inspecteur Chivot reçut un violent coup de pied dans la poitrine qui le fit tomber à terre, à deux mètres de là. En tombant il se fit à la hanche une blessure qui l'a forcé à garder le lit pendant sept jours. Le sergent de ville Viot reçut aussi sur le bras un coup de pied dont il a gardé longtemps les marques. Ce n'est qu'à grand-peine qu'on put se rendre maître de ce furieux, et il fallut le porter au poste voisin; car dans le trajet il ne cessait de crier: « Vive la République démocratique et sociale! on assassine les républicains! » En s'adressant à la foule qu'il ameutait par ses cris: « Comment, disait-il, on laisse emmener un républicain! » Arrivé au corps-de-garde, les sergents de ville se mirent en devoir de le fouiller. C'est alors que, leur échappant par un mouvement brusque et inattendu, il se saisit de l'épée de l'un d'eux, qu'il arracha du fourreau. Il en porta un premier coup au sergent de ville Viot qui, heureusement, le para et n'eut que son pantalon traversé. Un second coup fut dirigé contre le sergent de ville Lapart, qui n'eut pas le temps de se mettre en défense et fut atteint au dessous de l'épaule. L'épée pénétra à huit millimètres de profondeur. Le coup était porté en pleine poitrine, et si Lapart ne se fut promptement effacé, il est indubitable que la blessure eût été bien autrement grave.

C'est la réflexion que suggère au médecin la direction de la blessure à la vue de l'arme qui l'a faite. De plus grands malheurs auraient peut-être encore été à déplorer, si le soldat Trognon n'eût arrêté la fureur de cet homme, en lui appliquant sa baïonnette sur la poitrine, et en le faisant trébucher sur un banc. On put alors le désarmer et s'en rendre maître.

L'accusé a voulu prétendre qu'il ne s'était servi de l'épée du sergent de ville que pour se défendre contre les violences et les mauvais traitements dont il était l'objet. Il a voulu même attribuer à un coup d'épée qu'il avait reçu de l'un d'eux une légère blessure qu'il porte à la poitrine; mais il est évident par le soldat Trognon, qui déclare qu'aucun sergent de ville ne lui a porté de coup d'épée; que c'est lui-même qui a fait à l'accusé cette blessure avec sa baïonnette, lorsque celui-ci poursuivait le sergent de ville dans le corps-de-garde, et qu'il venait d'en blesser un. Le rapport du médecin confirme cette déclaration, en constatant que la blessure a été faite avec un instrument triangulaire, tel que la pointe d'une baïonnette.

Aux débats, l'acte d'accusation a été étrangement modifié par les dépositions. Ainsi, il a paru établi d'une manière si évidente que les agents ont usé envers Jacquier de violences répréhensibles, que M. le président a dû leur adresser des reproches en pleine audience. Il a même ajouté: « Cette affaire va recevoir sa solution judiciaire; mais, à un autre point de vue, elle n'est pas terminée. »

M. l'avocat-général Suin n'a pas cru devoir soutenir l'accusation sur les faits de la seconde scène, relatifs aux violences faites avec armes et ayant amené une effusion de sang. Il l'a également abandonnée sur le chef de cris séditieux. Mais il l'a soutenue sur le chef de résistance avec violence à des agents de l'autorité dans l'exercice de leurs fonctions.

Placé sur ce terrain, l'accusation a été combattue par M. Malapert, défenseur de l'accusé.

Le jury a déclaré Jacquier coupable sur le chef soutenu par le ministère public, en accordant des circonstances atténuantes.

Jacquier a été condamné à deux mois de prison.

CHRONIQUE

PARIS, 25 JANVIER.

La loi du 2 janvier 1850, modificative de l'article 472 du Code d'instruction criminelle sur l'exécution des arrêts par contumace, décide que l'extrait du jugement de condamnation sera, à la diligence du procureur-général, inséré dans l'un des journaux du département du dernier domicile du condamné.

Nous publions plus loin l'extrait légal de l'arrêt de contumace rendu par la Haute-Cour de justice de Versailles.

L'extrait de l'arrêt devra également, aux termes de la loi du 2 janvier, être affiché à la porte: 1° du dernier domicile des condamnés; 2° de la maison commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été commis; 3° de la porte de la Cour d'assises.

Les effets que la loi attache à l'exécution par effigie, sont produits à partir de la date du dernier procès-ver-

bal constatant l'accomplissement de la formalité de l'affiche.

M. Hausmann, nommé juge suppléant au Tribunal de première instance de Versailles, a prêté serment à l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour d'appel.

Le 12 septembre 1849, la chambre des vacations condamnait par défaut M^{lle} Judith Bernat, de la Comédie-Française, à payer à MM. Fraysse et Ternisien, tapissiers, une somme de 832 fr. 25 c. pour fournitures de leur état.

M^{lle} Judith a formé opposition à l'exécution de ce jugement, et, sur le mérite des explications qui ont été fournies dans son intérêt, le Tribunal a réduit de 100 francs la créance de MM. Fraysse et Ternisien, et condamné M^{lle} Judith Bernat à payer la somme de 732 fr. 25 c., et l'a condamnée en outre aux dépens.

Jules Champeau, garçon de dix-huit ans, est traduit devant le Tribunal correctionnel (6^e chambre), sous la prévention de vol et de tentatives de vol.

Quel est votre état? lui demande M. le président.

Jules: Orphelin d'un blessé de février, mort sur le champ d'honneur à l'hospice des invalides civils.

M. le président: Le titre d'orphelin n'est pas un état; je vous demande si vous travaillez.

Jules: Pas besoin, ma mère reçoit plus de 1,250 fr. des récompenses nationales.

M. le président: Vous n'en êtes que plus coupable de vous livrer au vol.

Jules: Ah! par exemple, j'aime à rigoler, mais je suis honnête homme.

M. le président: Depuis quand êtes-vous honnête homme? Vous avez déjà été condamné quatre fois, dont la dernière pour tentative de vol.

Jules: Pas pour tentative, c'est pour un canard.

M. le président: Vous aimez mieux que ce soit pour vol, à votre avis; vous avez été arrêté dans le passage Vivienne, au moment où vous fouilliez dans les poches; vous aviez dans vos poches deux foulards et un mouchoir de coton.

Jules: C'est-à-dire un cache-nez, un foulard de société pour mon usage et un mouchoir de coton pour me servir de gants, n'en ayant pas et étant très frileux des mains.

Un agent: Oui, oui, si frileux des mains qu'il les met toujours dans la poche des autres.

M. le président: Vous êtes bien sûr de lui avoir vu faire des tentatives de ce genre?

L'agent: Pendant une demi-heure. Oh! c'est un bon; une fois il ne s'en est fallu de rien qu'il me vole ma casquette. (Jules ne peut s'empêcher de sourire à ce souvenir.)

M. le président: Ainsi, vous le voyez, à dix-huit ans, vous êtes déjà signalé comme très dangereux pour la société.

Jules: Au contraire; je l'aime beaucoup la société, et je demande à y rentrer dans un régiment.

M. le président: Vous êtes déjà flétri; vous ne pouvez plus avoir l'honneur d'être soldat.

Jules: Pas seulement pioupiou; c'est pourtant pas grand-chose.

M. le président: Taisez-vous.

Jules: Et dans la marine, en se conduisant bien?

M. le président: Encore une fois, gardez le silence; on ne peut croire à votre retour à de bons sentiments; vous êtes sorti de prison le 27 décembre, et le 1^{er} janvier vous vous faites arrêter pour vol.

Jules: Puisqu'il n'y a pas de preuves.

En effet, les preuves ne sont pas suffisantes pour établir le vol, mais elles sont surabondantes pour constater la tentative, et l'orphelin de février a été condamné à 18 mois de prison, 5 ans de surveillance et à l'interdiction pendant dix ans des droits mentionnés en l'art. 42 du Code civil.

Encore un épouvantable accident dont a été la victime un pauvre petit garçon de quatre ans, abandonné à lui-même, et qui a péri, cruellement brûlé pour avoir joué avec des allumettes chimiques.

C'est à raison de ce déplorable malheur que le sieur Duchesne, ébéniste, est traduit aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle (8^e chambre), sous la prévention d'homicide par imprudence.

Un témoin entendu déclare qu'ayant aperçu la lueur d'un incendie considérable, éclater soudain dans la boutique du sieur Duchesne, alors absent de chez lui, accourut en toute hâte pour éteindre les flammes qui menaçaient de faire de terribles et rapides progrès. Il fut obligé d'enfoncer la porte, et lorsqu'il parvint enfin à se rendre maître du feu, il aperçut le cadavre du petit garçon, entièrement consumé. Il suppose que l'enfant ainsi livré à lui-même, aura voulu jouer avec des allumettes chimiques et causé ainsi l'incendie qui lui a donné la mort.

M. le président, au prévenu: Comment pouvez-vous laisser ainsi votre fils seul dans votre boutique? Il y a pourtant bien des salles d'asile, destinées spécialement à recueillir les enfants que leurs parents ne peuvent pas surveiller toujours.

Le prévenu: Je vous demande bien pardon, mais ce n'était pas mon fils, c'était mon neveu.

M. le président: Mon observation subsiste toujours, car enfin vous deviez prendre soin de votre neveu comme de votre propre fils.

Le prévenu: Mais, monsieur, mon neveu ne demeurerait pas habituellement chez moi; c'est ma sœur qui, obligée d'aller reporter de l'ouvrage, me l'avait déposé pour un moment.

M. le président: Vous n'avez alors que plus de reproches à vous faire de l'avoir ainsi abandonné.

Le prévenu: Ah! monsieur, je ne me consolerais jamais d'un pareil malheur.

Malgré l'affliction profonde de ce pauvre homme, le Tribunal ne peut s'empêcher de lui faire l'application de la loi. En conséquence, il le condamne à trois mois de prison et 50 fr. d'amende.

Le Tribunal de police correctionnelle (8^e chambre) était saisi dans son audience d'aujourd'hui d'une plainte fort grave en rébellion, injures et voies de fait envers un garde du commerce instrumentant avec l'assistance d'un de ses agents dont il s'était fait accompagner en qualité de témoin. Une double question de droit assez intéressante se rattachait en outre à cette affaire; il s'agissait d'abord d'établir si le garde du commerce avait légalement exercé ses fonctions dans le domicile du débiteur, puis ensuite de savoir si l'agent du garde du commerce, l'assistant comme témoin, participait comme lui à sa qualité d'officier ministériel.

Voici maintenant, d'après l'instruction et les débats, dans quelles circonstances cette affaire se présente.

Le 16 novembre dernier, le sieur de Brosnin, garde du commerce, assisté de son agent Roumegoux, et porteur de deux jugements du Tribunal de commerce prononçant la contrainte par corps contre le sieur Lecomte, négociant à La Villette, rue de Flandre, se mit en devoir de procéder à l'arrestation de ce dernier.

Arrivé au domicile du sieur Lecomte, il lui fut répondu que ce débiteur ne se trouvait pas chez lui pour le moment, mais bien dans une autre partie

de la maison et en formant une dépendance. Le garde du commerce s'y dirigea sur-le-champ, mais l'entrée lui fut énergiquement disputée par la femme Lecomte qui, se cramponnant aux vêtements du sieur Brosnin, lui criait: « Vous ne passerez pas! » A ces cris se joignaient des injures, des menaces, et d'un appel énergique à des ouvriers se trouvant là, de venir lui prêter main-forte.

Nonobstant cette résistance désespérée, le garde du commerce pénétra dans la pièce occupée par les ouvriers, et remarqua dans le fond un large placard dans lequel il supposa que le sieur Lecomte s'était réfugié. La nouvelle lutte, plus énergique, encore qu'il eut à soutenir avec la femme Lecomte, l'affermist encore dans son opinion. Il ordonna donc à son agent Roumegoux d'ouvrir le placard, ce que celui-ci fit sur-le-champ. Le placard ouvert, on aperçut dans le mur du fond une trouée assez large pour qu'un homme pût y passer. Jugeant que le sieur Lecomte avait dû s'évader par cette trouée, Roumegoux s'y engagea résolument; mais à peine était-il passé dans une petite cour, qu'il se vit rudement accueilli par le sieur Lecomte, qui lui porta trois coups de fourche, un dans le bas-ventre, et qui fut heureusement paré, et deux autres sur la tête, qui occasionnèrent à Roumegoux des blessures fort graves. Il tomba baigné dans son sang, et transporté chez lui avec toutes les précautions que nécessitait son état déplorable, il eut à subir un traitement de dix-huit jours de maladie.

Plaignans et témoins entendus, le défenseur des sieurs de Brosnin et Roumegoux, qui se sont constitués parties civiles, a conclu en leur nom à 100 fr. de dommages-intérêts envers le premier, et à 1,000 fr. au même titre à l'égard du second.

M. l'avocat de la République Hello soutient la prévention, et s'attache à démontrer que le lieu où exerça le garde du commerce était réellement le domicile de Lecomte, puisqu'il en formait une annexe, et que la qualité d'officier ministériel devait être attribuée à Roumegoux, qui n'agissait que pour assister le garde du commerce lui-même.

Après avoir entendu la plaidoirie de M^e Fauvel, défenseur du prévenu, le Tribunal, considérant que les formalités tendant à l'arrestation, ont été pratiquées dans la résidence de Lecomte et dans l'annexe nécessaire de cette résidence, où il se livrait à ses travaux habituels; que dès-lors elles ont été régulières; considérant, en outre, que Lecomte s'est rendu coupable de résistance avec violence et voies de fait envers l'agent de la force publique, assistant le garde du commerce pour l'exécution des lois, et ayant dès-lors la qualité désignée dans l'article 209 du Code pénal, et qu'indépendamment de la qualification portée à l'ordre de prévention, il appartient aux Tribunaux de qualifier les faits tels qu'ils peuvent résulter des débats, condamne Lecomte à six mois de prison; Quant à la femme Lecomte, écartant la prévention de voies de fait, pour s'en tenir à la simple résistance avec violence et injures envers le garde du commerce de Brosnin, lui faisant d'ailleurs l'application de l'article 463, la condamne à 100 fr. d'amende seulement; condamne Lecomte à payer à Roumegoux une somme de 400 fr. à titre de dommages-intérêts, le condamne en outre, solidairement avec sa femme, à tous les dépens, fixés à un an la durée de la contrainte par corps.

Aujourd'hui 25, à minuit, les listes électorales ont été closes dans les douze mairies de la ville de Paris. Elles ont dû être irrévocablement à la même heure dans les 37, 235 communes de France.

A Paris, c'est dans les 7^e, 8^e, 9^e et 12^e arrondissemens que l'affluence des retardataires a été la plus considérable. Quoiqu'il en soit, il paraîtrait que le nombre des électeurs inscrits sera loin d'atteindre le chiffre des précédentes listes, par suite de la négligence qu'on met un très grand nombre d'électeurs appartenant à la classe ouvrière, qui ont changé de domicile depuis les dernières élections, à accomplir les formalités prescrites par la loi pour obtenir une nouvelle inscription dans une circonscription différente.

En exécution des ordres donnés par M. le préfet de police, on a opéré hier l'enlèvement de plusieurs arbres de liberté, qui, sur plusieurs points de Paris, nuisaient à la circulation. L'exécution de cette mesure a rencontré partout l'approbation des habitans.

ETRANGER.

ETATS-UNIS (New-York), 8 janvier. — M. Webster, professeur à l'Ecole de médecine, accusé d'avoir assassiné et coupé en morceaux un de ses collègues afin de se rédimmer d'une dette montant à environ 2,400 fr., et d'avoir brûlé dans son laboratoire de chimie la plus grande partie du cadavre, attend encore son jugement qui aura lieu aux prochaines assises de février. Son conseil a reçu copie des pièces de l'instruction secrète. M. Webster affecte beaucoup de tranquillité.

LOMBARDIE (Milan), 10 janvier. — Les chapeaux pointus dits à la Hernani ont été défendus par ordonnance de police, comme signe de ralliement républicain. Plus de deux cents contrevenans ont été arrêtés, entre autres un homme de soixante ans, caissier de la maison de banque Carli. On l'a mis en liberté, ainsi que plusieurs individus coupables du même fait, en leur faisant signer l'engagement de renoncer à la coiffure prohibée. Le plus grand nombre n'en a pas été quitte à si bon marché. Quelques jeunes gens, qui ont ajouté à l'infraction le tort de faire résistance aux agents de l'autorité, ont été condamnés, par mesure administrative, à trois mois de carcere duro, c'est-à-dire l'emprisonnement avec les fers aux pieds, et deux jours par semaine de jeûne au pain et à l'eau.

INSERTION FAITE EN EXECUTION DE LA LOI DU 2 JANVIER 1850, A LA DILIGENCE DU PROCUREUR-GENERAL PRÈS LA HAUTE-COUR DE JUSTICE.

HAUTE-COUR DE JUSTICE SEANT A VERSAILLES. Par arrêt de la Haute-Cour de justice, séant à Versailles, en date du 13 novembre 1849.

Les nommés: 1^o SERVIENT, Jean-Pierre-Ferdinand, âgé de 26 ans, professeur de mathématiques, né à la Pointe à-Pitre (Guadeloupe), ayant demeuré à Paris, rue du Gindre, 1; 2^o SONGEON, Jacques-Nestor-Lucien, âgé de 31 ans, avocat, né à Bourgoin (Isère), ayant demeuré à Paris, rue Cassette, 8; 3^o MOREL, Hector dit Victor, âgé de 29 ans, cordonnier, ayant demeuré à Paris, rue des Vieilles Etuves-Saint-Honoré, 9, et rue de la Limace, 6; 4^o MADIER DE MONTJAU jeune, Edouard, âgé de 31 ans, avocat, né à Nîmes, ayant demeuré à Paris, rue du Bouloy, 22; 5^o TESSIER DUMOTAY, Cyrien, âgé de 34 ans, journaliste, né à Chollet (Maine-et-Loire), ayant demeuré à Paris, rue Labruyère, 42; 6^o PARDIGON, François-Claude, étudiant en droit, rédacteur du journal la *Vraie République*, né à Salon (Bouches-du-Rhône), ayant demeuré à Paris, rue Royer-Colard, 14; 7^o BONNET-DUVERDIER, Edouard, âgé de 24 ans, étudiant en médecine, né à Cadouin (Dordogne), ayant demeuré à Paris, rue Saint-André-des-Arts, 5; 8^o COEUR-DE-ROY, Jean-Charles-Ernest, âgé de 24 ans, étudiant en médecine, né à Avallon (Yonne), ayant demeuré à Paris, place des Capucines, et rue Saint-Laurent, 28; 9^o THORE, Théophile, âgé de 40 ans, rédacteur en chef du

journal la *Vraie République*, né à La Flèche (Sarthe), ayant demeuré à Paris, rue des Saints-Pères, 3;

10^o LECHEVALIER, Jules, rédacteur du journal la *Tribune des Peuples*, ayant demeuré à Paris, rue des Vieux-Augustins, 16;

11^o DELESCLUZE, Charles, âgé de 39 ans, rédacteur en chef du journal la *Révolution démocratique et sociale*, né à Dreux (Eure-et-Loir), ayant demeuré à Paris, rue Damiette, 1;

12^o RIBEYROLLES, Charles, rédacteur en chef du journal la *Réforme*, ayant demeuré à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, hôtel Bullion;

13^o LEDRU ROLLIN, Alexandre-Auguste, âgé de 40 ans, avocat, représentant du peuple pour le département de la Seine, né à Paris (Seine), et demeurant, rue de Tournon, 4;

14^o CONSIDERANT, Victor, représentant du peuple pour le département de la Seine, rédacteur gérant du journal la *Démocratie pacifique*, demeurant à Paris, rue de Beaune, 2;

15^o BOICHOT, âgé de 29 ans, sergent-major au 7^e léger, représentant du peuple pour le département de la Seine, né à Villiers-sur-Suize (Haute-Marne), demeurant à Paris, rue de Babylone, 46;

16^o RATTIER, Edmond, âgé de 27 ans, sergent au 48^e de ligne, représentant du peuple pour le département de la Seine, né à Paris, et demeurant, rue Vanneau, 29;

17^o MARTIN BERNARD, âgé de 40 ans, représentant du peuple pour le département de la Loire, né à Montbrison, demeurant à Paris, rue des Beaux-Arts, 13;

18^o LANDOLPHE, François, âgé de 40 ans, ex-professeur, représentant du peuple pour le département de la Haute-Saône, demeurant à Paris, rue des Quinze-Vingts, 2;

19^o CANTAGREL, François-Jean, âgé de 39 ans, représentant du peuple pour le département de Loir-et-Cher, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, 297;

20^o KOPP, Emile, âgé de 32 ans, représentant du peuple pour le département du Bas-Rhin, demeurant à Paris, rue et hôtel Corneille, 2;

21^o PYAT, Félix, âgé de 38 ans, représentant du peuple pour le département du Cher, né à Vierzon, demeurant à Paris, rue des Barrés-Saint-Paul, 9;

22^o KERSAUSIE, Théophile, âgé de 30 ans, ancien officier de cavalerie, né à Guingamp (Côtes-du-Nord), sans domicile connu;

23^o VILLAIN, Joseph-Léopold, âgé de 38 ans, ancien président du Comité central de la Société des Droits de l'Homme, ayant demeuré à Paris, rue de Calais, 5;

24^o ARAGO, Etienne, âgé de 43 ans, chef de bataillon de la 3^e légion de la garde nationale de Paris, ex-directeur de l'administration des postes de Paris, né à Estagel (Pyrénées-Orientales), demeurant à Paris, rue Richelieu, 92;

25^o PERIER, lieutenant-colonel de la garde nationale de Belleville, demeurant audit Belleville, rue de Beaune, 65;

Reconnus coupables, savoir: Pardigon, Duverdier, Coeur-de-Roy, Thoré, Lechevalier, Delescluze et Ribeyrolles.

D'avoir, en juin 1849, participé à un complot ayant pour but: 1^o de détruire ou de changer le Gouvernement; 2^o d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitans à s'armer les uns contre les autres; lequel complot a été suivi d'actes commis ou commencés pour en préparer l'exécution:

D'avoir, le 13 juin 1849, commis un attentat ayant pour but: 1^o de détruire ou de changer le Gouvernement; 2^o d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitans à s'armer les uns contre les autres; lequel complot a été suivi d'actes commis ou commencés pour en préparer l'exécution:

D'avoir, le 13 juin 1849, commis un attentat ayant pour but: 1^o de détruire ou de changer le Gouvernement; 2^o d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitans à s'armer les uns contre les autres; lequel complot a été suivi d'actes commis ou commencés pour en préparer l'exécution:

En vertu des articles 87, 88, 89 et 91 du Code pénal, modifiés par l'article 5 de la Constitution du 4 novembre 1848. Pour extrait, délivré à M. le procureur-général, ce requérant;

Le greffier en chef de la Haute-Cour de justice séant à Versailles, GAUTHIER.

Vu au parquet, Le procureur-général près la Haute-Cour de justice, J. BAROCHÉ.

BOURSE DE PARIS DU 25 JANVIER 1850.

Table with 2 columns: Item and Price. Includes Zinc Vieille-Montag., Naples 5 0/0 c. Roth., 3 0/0 de l'Etat rom., Espag. 3 0/0 dette ext., 3 0/0 dette int., Bons du Trésor., Belgique, E. 1831., Act. de la Banque., Rente de la Ville., Obligat. de la Ville., Obl. Empr. 2 1/2 mill., Obl. de la Seine., Caisse hypothécaire., Quatre Canaux., Jouiss. Quatre Can.

Table with 5 columns: Item, Précéd. clôture, Plus haut, Plus bas, Dernier cours. Includes 5 0/0 fin courant., 3 0/0 fin courant., 3 0/0 fin courant.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 4 columns: Item, Hier., Auj., Hier., Auj. Includes St-Germain., Versailles, r. d., Paris à Orléans., Paris à Rouen., Rouen au Havre., Mars. à Avign., Strasbourg à Bâle.

Nous recommandons l'assurance militaire Dalifol, 5, rue des Lions-Saint-Paul, qui, par un dépôt de fonds entre les mains des familles, donne des garanties incontestables (25^e année d'existence).

Pour répondre aux nombreuses demandes qui lui sont adressées à l'égard du Bal d'Enfans, paré et travesti du lundi gras, l'administration du Jardin-d'Hiver croit devoir faire connaître aux familles que cette piquante fête carnavalesque aura lieu, comme l'hiver dernier, de 2 à 5 heures de l'après-midi, le lundi gras 11 février, et sous la direction de Strauss. Il ne sera délivré que cinq billets de famille, qui devront être pris à l'avance au Jardin-d'Hiver, au *Ménestrel*, 2 bis, rue Vivienne, et chez les principaux marchands de musique.

Opéra. — BALS MASQUÉS. — Aujourd'hui samedi 26 janvier, 7^e bal paré, masqué, travesti et dansant, et l'avant dernier avant les jours-gras. Musard, qui est le parrain de tous les grands succès de l'année, fera exécuter un nouveau quadrille dont le titre seul est une bonne fortune, la Vie de Bohème I. Les portes seront ouvertes à onze heures et demie.

Opéra-Comique. — Les Porcherons. Théâtre Italien. — Il Barbiere di Siviglia. Odéon. — François le Champi.

SPECTACLES DU 26 JANVIER.

Théâtre de la République. — Gabrielle. Opéra-Comique. — Les Porcherons. Théâtre Italien. — Il Barbiere di Siviglia. Odéon. — François le Champi.

Ventes immobilières.

AUDIENCES DES CRIÉES.

Paris. NUES-PROPRIÉTÉS. Etude de M. FOURRET, avoué à Paris, rue Sainte-Anne, 31. Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le mercredi 13 février 1850, en deux lots, 1° De la NUE-PROPRIÉTÉ de différentes pièces de terre sises communes de Tilloy-Horville, arrondissement d'Abbeville (Somme); 2° De la NUE-PROPRIÉTÉ d'une créance de 410 fr. 96 c. L'usufruitier est né le 31 janvier 1777. Mises à prix: Premier lot: 7,000 fr. Deuxième lot: 150. S'adresser pour les renseignements: M. FOURRET, avoué poursuivant, dépositaire d'une copie du cahier des charges, demeurant à Paris, rue Sainte-Anne, 31.

Paris. JARDIN DE L'ÉTOILE. Etude de M. GUYOT-SIONNEST, rue de Grammont, 14. Vente en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, le samedi 6 février 1850, d'une vaste PROPRIÉTÉ exploitée en jardin, sur laquelle se trouvent une maison, cour et dépendances, situés commune de Passy, près Paris, à la butte de l'Étoile (lieu dit le Paradis), 43. Mise à prix: 100,000 fr. S'adresser pour les renseignements: M. GUYOT-SIONNEST, avoué poursuivant;

Paris. MAISON RUE DE LAVAL. Vente sur licitation, le samedi 9 février 1850, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice à Paris, deux heures de relevé. D'une MAISON ornée de glaces avec ses dépendances, sise à Paris, rue de Laval, 18, offrant un produit brut de 6,800 fr. environ. Mise à prix: 60,000 fr. S'adresser pour les renseignements: 1° A M. MOULINNEUF, avoué poursuivant, rue Montmartre, 39; 2° A M. Mitoulet, avoué colicitant, rue des Moulins, 20; 3° A M. Descours, notaire, rue de Provence, 1.

Paris. 2 TERRAINS A CLICHY. Etude de M. MASSARD, avoué à Paris, rue Sainte-Anne, 57. Vente en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice à Paris, le 31 janvier 1850, à deux heures de relevé, en deux lots, De deux TERRAINS situés à Clichy, commune de Clichy-la-Garenne (Seine), appartenant à M. Torchon-Desfontaines. Mises à prix: Premier lot: 8,000 fr. Deuxième lot: 12,000 fr. S'adresser pour les renseignements: A M. MASSARD, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Ste-Anne, 57. (663) 4

Paris. MAISON BARBET-DE-JOUY. Etude de M. Amédée LEFAURE, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 76. Adjudication sur folle enchère, en l'audience des saisies immobilières, au Palais-de-Justice à Paris, à deux heures, le jeudi 7 février 1850, d'une MAISON sise à Paris, rue Barbet-de-Jouy, 6, 10^e arrondissement. Produit approximatif, 3,675 fr. Mise à prix: 30,000 fr. S'adresser: 1° à M. LEFAURE, avoué poursuivant, rue Neuve-des-Petits-Champs, 76; 2° à M. Fossier, avoué, rue de Cléry, 13.

Paris. MAISON RUE ST-CLAUDE. Etude de M. Ernest MOREAU, avoué à Paris, place des Vosges, 21. Vente sur licitation, entre majeure et mineurs, en l'audience des criées de la Seine, le 9 février 1850, d'une MAISON sise à Paris, rue Saint-Claude, 7, au Marais, d'un rapport de 3,200 fr., sur la mise à prix de 30,000 fr. S'adresser: 1° à M. Ernest MOREAU, avoué, dépositaire de l'enchère, demeurant place des Vosges, 21; 2° à M. Tronchon, avoué, rue Saint-Antoine, 410.

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES. TERRAINS PROPRES A BATIR. Ville de Paris. A vendre en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M. Casimir NOEL et de M. DELAPALME, le 5 février 1850, à midi, deux lots de TERRAINS propres à bâtir, appartenant à la Ville, situés à Paris, boulevard du Temple: Le 1^{er} lot, à l'encoignure du boulevard du Temple, de

la rue de Crussol et de la rue des Fossés-du-Temple, est d'une contenance de 290 mètres 73 centimètres; le 2^e lot, à la suite du précédent, boulevard du Temple et rue des Fossés-du-Temple, est d'une superficie de 325 mètres 92 centimètres environ. Mise à prix: le 1^{er} lot, 52,335 fr.; le 2^e lot, 58,665 fr. 60 c. Il suffira d'une seule enchère pour adjudger. S'adresser, pour voir le plan et connaître les conditions de la vente, à M. Casimir NOEL, notaire à Paris, rue de la Paix, 17, dépositaire du cahier d'enchère. (649) 2

Paris. MAISON RUE TONNELLERIE. Adjudication en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, 1, par le ministère de M. GOUDCHAUX, l'un d'eux, le mardi 19 février 1850, à midi, D'une MAISON à Paris, rue de la Tonnelierie, 3, au coin de la rue Saint-Honoré, dans laquelle naquit Molière, susceptible d'un revenu brut de 8,300 fr. Mise à prix: 95,000 fr. Il y aura adjudication même sur une seule enchère. S'adresser à M. GOUDCHAUX, notaire, rue Ste-Anne, 18. (393) 2

FERME. A vendre une BONNE FERME en bâtiments neufs, excellent fermier. — Revenu: 9,000 fr. — Belle culture. S'adresser à M. PRESCHÉZ, notaire, rue Saint-Honoré, 297; et à M. Crémont, ancien tisserand, rue Notre-Dame-des-Victoires, 26 (de 4 à 6 h.). (620) 1

CHEMIN DE FER DU NORD. Les administrateurs de la Compagnie du chemin de fer du Nord prient MM. les actionnaires qui n'ont pas complété les versements appelés avant le 7^e, de vouloir bien les effectuer sans retard, afin d'éviter la mise en vente de leurs actions, prescrite par les statuts de la Compagnie. COURS complet de LANGUE FRANÇAISE, théorique et essentiellement pratique, comprenant 1° la Lecture; 2° la Grammaire, avec exercices et corrigés; 3° la Logique; 4° les Synonymes; 5° la Poésie; 6° la Rhétorique, par DE CERVELLE jeune, professeur; 8 vol. in-12, en 40 livraisons de deux feuilles à 50 cent. — Tous ceux qui suivront ce cours dans toutes ses parties, pourront faire ou prononcer un discours. — Une livraison chaque semaine. Les quinze premières sont en vente. — On s'inscrit à Paris, chez l'auteur, rue Saint-Honoré, 293, et chez tous les libraires. — Envoyer un mandat de 20 fr. sur la poste, et l'on recevra franco. (3235)

AVIS. Une administration commerciale de mande des représentants pour Paris, chaque ville de France, l'Algérie et la Corse. Ces places peuvent convenir à d'anciens négociants, courtiers et toutes personnes s'étant occupées ou s'occupant d'affaires commerciales. Ecrire franco à M. ROZARE, rue du Helder, 17, Paris. (3232) ACTIONS. Rue Saint-Marc, 24, négociations d'actions industrielles, etc.; événements; Fampoux, Bordeaux à Cette, Avignon. Bureaux ouverts tous les jours, de dix heures à quatre heures, les fêtes et dimanches exceptés.

23 DÉPARTS MINES D'OR DE CALIFORNIE De 100 travailleurs chacun, qui vont avoir lieu, l'un d'Anvers, et l'autre du Havre, sur le navire le Grély, du port de 600 tonneaux, affrété par la Compagnie la Californienne, rue de Trévise, 44, à Paris.

Le premier départ de soixante travailleurs organisés en ASSOCIATION MUTUELLE vient d'avoir lieu du Havre, sur le navire le JACQUES LAFITTE, du port de SEPT CENTES tonneaux, sous le commandement du capitaine Casper. Cette expédition, organisée par les soins de la société LA CALIFORNIENNE, et dont les bénéfices seront partagés entre ses actionnaires et ses travailleurs, a emporté DIX MACHINES à AMALGAMATION perfectionnées, pour le lavage de l'or, payées 28,000 fr., cinq cornues en fonte pour la distillation, trente creusets avec leurs fourneaux, des Tingottères, sondes, outils de menuiserie, de charpenterie, un matériel considérable d'exploitation, une grande quantité de vivres et de provisions. Les travailleurs sont partis pour la Californie avec les membres de l'administration. MM. GAILLARD, ancien maire de Saint-Grégoire (Charente-Inférieure), directeur de l'exploitation en Californie; POMMIER, d'Aurillac (Cantal), ingénieur, direct, des travaux; Capital: CINQ MILLIONS divisés en actions de 100 fr. Les actions donnent droit: 1° A la propriété des terrains aurifères; 2° à un intérêt de 5 0/0 par an; 3° à 7500 dans tous les bénéfices de la Compagnie. D'après des bases consciencieusement établies, une action de cent francs doit, chaque année, rapporter un bénéfice égal à son capital. Des voyageurs arrivés récemment de la Californie, et actuellement à Paris, ont réalisés des fortunes de quatre à cinq cent mille francs, en quelques mois de travail. Les associés-travailleurs doivent souscrire et acquitter comptant neuf ou douze actions de cent francs, qui servent à leur passage; ils doivent être munis de bons certificats. La Compagnie dérive des actions contre des marchandises propres à l'exportation; elle se charge aussi des consignations. L'émission des actions donnant droit aux bénéfices de la première expédition devant être arrêtée sous peu, et la liste des cent travailleurs composant les prochaines expéditions allant être close, il est important d'écrire immédiatement. MM. VAN CROMBRUGHE, de Gand (Belgique), comptable. DUPORT, de Prex-en-Pail (Orne), comptable. (Voir les Journaux du Havre et le Procès-verbal d'embarquement.)

Convocations d'actionnaires. MAGASIN PITTORESQUE. L'assemblée générale des actionnaires du Magasin pittoresque aura lieu, le samedi 9 février prochain, à deux heures du soir, devant le Tribunal de Commerce, au siège de la société, rue Jacob, 30. Le gérant, J. BEST.

SIROF LAROEZ DÉCORÉES D'ORANGES TONIQUE ANTI-NERVEUX. De SIROF LAROEZ, rue Neuve-des-Petits-Champs, 26, Paris. En harmonisant les fonctions de l'estomac et celles des intestins, il enlève les causes prédisposantes aux maladies et épidémies, retient la digestion, guérit la constipation, la diarrhée et le dysenterie, les maladies nerveuses, gastriques, gastro-intestinales, et crampes d'estomac, épilepsie, migraines, Brochats, etc. Prix de la boîte, 5 fr. Dépot dans chaque ville.

MAISON FABRIQUE DE LAMPES à Modérateur. D'Éclairage. Grande variété de bronzes, porcelaines, flambeaux. — Cette maison se recommande par la supériorité de sa fabrication et le bon choix de ses modèles. — Le tout marqué en chiffres connus. — ÉCHANGE et REPARATION de vieilles lampes.

BIBLIOTHÈQUE POUR LE MONDE CENTIMES. 1. Alphabet (100 grammes) 2. Cécilite 3. Exemples d'écriture 4. Grammaire Lamond 5. Méthode des corrections 6. Tracé ponctuel 7. Arithmétique facile 8. Mythologie 9. Géographie générale 10. Géographie spéciale 11. Statistique de la France 12. La Fontaine 13. Florian (avec notes) 14. Épopée éternelle 15. Lectures du dimanche 16. Littérature: France 17. Les Vers 18. Art poétique 19. Morale en action 20. Exercices d'éloquence 21. Les Hommes utiles 22. Bons conseils 23. Histoire ancienne 24. Histoire moderne 25. Histoire grecque 26. Histoire romaine 27. Économie politique 28. Moyens de fortune 29. Économie moderne 30. Amérique 31. France 32. Paris 33. Napoléon 34. Tablettes universelles 35. Tour du monde 36. Robinson crusoë 37. Exercices de nature 38. Découvertes-inventions 39. Exercices de grammaire 40. Exercices de français 41. Géologie 42. Astronomie 43. Physique 44. Chimie 45. Tenue de livres 46. Géométrie 47. Algèbre 48. Arpentage 49. Dessin linéaire 50. Poésies et Recreations. On vend les ouvrages séparément. M. LAFITTE, Libraire, rue Dauphine, 24, Paris, un bon de douze fr. sur la poste, en reçoit de suite franc de port. Les cinquante ouvrages (Bibliothèque complète); 2^e grille 1^{er} lot d'un million (lots 10,000, 170,000 fr.); 3^e grille

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1850, dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GENERAL D'AFFAIRES.

Ventes mobilières. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M. REGNAULT, huissier, rue Louvois, 8. Sur la place publique des Batignolles, le 27 janvier 1850, à deux heures de relevé, Consistant en comptoir, buffet, balances, rayons, etc. Au comptant. (668)

SOCIÉTÉS. Suivant acte passé devant M. Sébert, notaire à Paris, le 19 décembre 1849, enregistré, Mme Marie Madeleine-Désirée DELIN, marchande mercière, veuve de M. Adolphe Groult, demeurant à Paris, rue de la Harpe, 140. Et M. Edouard-Salomon ROZKY, employé, demeurant à Paris, rue d'Arcueil, 11. Ont formé entre eux une société en nom collectif pour l'exploitation en commun d'un fonds de commerce de merceries et soieries, établi à Paris, rue de la Harpe, 140, appartenant à Mme veuve Groult et apporté par elle à la société. Il a été dit: 1° La durée de la société serait de cinq années, à partir du 1^{er} janvier 1850; 2° Que la raison sociale serait: VEUVÉ GROULT et ROZKY; 3° Que Mme veuve Groult et M. Rozy seraient administrateurs ladite société; 4° Qu'ils auraient tous les deux la signature sociale, mais qu'ils ne pourraient en faire usage que pour les affaires de la société, sans jamais pouvoir en servir pour leurs affaires particulières; 5° Que le siège de la société serait dans l'établissement commercial, rue Saint-Denis, 140; 6° Que les bénéfices appartiendraient par moitié aux associés, et que les pertes seraient supportées dans la même proportion; 7° Que ces diverses stipulations n'étaient que provisoires et ne deviendraient définitives que par la réalisation du mariage alors projeté entre M. Rozy et Mlle Elisabeth-Désirée Groult; Et que les publications légales seraient faites qu'après la constitution définitive de la société. Suivant autre acte passé devant M. Sébert et son collègue, notaires à Paris, le 24 janvier 1850, enregistré, M. Louis-Antoine-Adolphe Blanc, négociant, demeurant à Paris, rue de la Harpe, 140, et M. Rozy ont été déclarés dissoutes; Et que M. Elisabeth-François-Marie-Ennemond Blanc, seul gérant des ledit jour 24 janvier 1849, a été nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus. Pour extrait: Signé TURQUAT. (1255)

Suivant acte passé devant M. Crosse, notaire à Paris, le 16 janvier 1850: Une société, pour la publication du journal hebdomadaire: Annales des Chemins de fer, a été formée pour dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1850, entre M. Antoine-Elysée CHERBULIEZ, homme de lettres, demeurant à Paris, rue de Provence, 55, et M. Pierre-Jean MILLET, employé, demeurant rue de la Sourdière, 19, associés en nom collectif, et des commanditaires, sous la raison sociale CHERBULIEZ et C^o. Le siège de la société a été fixé à Paris, rue Grange-Batelière, 2, et il a été formé un fonds social de 40,000 fr. divisé en 160 actions nominatives de 250 fr. chacune. (1254) D'un acte reçu par M. Turquat, notaire à Paris, le 19 janvier 1850, enregistré, Intervenu entre: M. Elisabeth-François-Marie-Ennemond BLANC, ex-entrepreneur de roulage, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, 140; M. Antoine BLANC, négociant, demeurant à Paris, rue de Bondy, 26; Et M. Louis-Antoine-Adolphe BLANC, négociant, demeurant à Paris, rue Hauteville, 61; Il a été dit: 1° Que la société formée le 26 décembre 1849, par acte passé devant M. Halleg, notaire à Paris, sous la raison sociale BLANC et C^o, pour l'exploitation du roulage général de France, établi à Paris, rue de Bondy, 8, et rue Sanson, 6, entre MM. Blanc, susnommés, tous trois commanditaires, en nom collectif, et d'autres personnes, sous le nom de Compagnie française et américaine de San-Francisco, pour l'exploitation des mines d'or de la Californie et l'établissement à San-Francisco, d'un comptoir d'importation et d'exportation de marchandises, entre: 1° M. Gustave-Adolphe FAUDOT, rentier, demeurant à Paris, boulevard Beaumarchais, 40; 2° M. Adolphe RAPARLIER, rentier, demeurant à Paris, rue Boursault, 19; 3° M. Louis DARSNAUX, ancien négociant, demeurant à Paris, rue Montmartre, 159; 4° M. Hyacinthe LARRIVIÈRE, propriétaire, demeurant à Paris, rue de la Harpe, 85; 5° M. Jean-Onésime GRENIER, licencié en droit, demeurant à Paris, rue de la Cité, 22; Et toutes les personnes qui adhèrent aux statuts de ladite société en devenant souscripteur ou actionnaire des actions. La durée de la société, qui a été constituée ledit jour, a été fixée à cinq ans dudit jour dudit acte.

Le siège de la société est établi à Paris, rue de Bondy, 14. La société sera administrée par les cinq gérants qui ont été nommés par ledit acte, et qui sont MM. Faudot, Raparlier, Rameaux, Larrivière et Grenier. La raison sociale est FAUDOT, RAPARLIER et C^o. Le capital social est fixé à 1,200,000 francs, représentés par deux cent quarante mille actions de 500 fr. chacune. La durée de la société sera de cinq années, pour cinq autres années à l'expiration du délai fixé ci-dessus, d'après la décision de l'assemblée générale des actionnaires. La liquidation se fera par les gérants, auxquels seront joints trois autres actionnaires. (1253) Suivant acte sous seings privés, en date, à Paris, du 20 janvier 1850, enregistré, les ci-après nommés, tous ouvriers menuisiers en bâtiments, demeurant à Paris, savoir: 1° BRIAULT, Denis, rue Bertrand, 26; 2° FLEISSIS, Vincent, rue de la Harpe, 7; 3° HOUSSIN, Étienne-Sébastien, rue Saint-Roman, 11; 4° CHEVALIER, Charles, Jules, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 29; 5° PEZE, Louis-Joseph, rue Noyet, 12; 6° THÉRIER, Pierre, rue de la Sorbonne, 8; 7° CHAPIUS, Alexandre-Zéphirin, rue du Faubourg Saint-Antoine, 280 bis; 8° ROUBERT, Jean-Baptiste, rue du Cloître-Saint-Benoît, 3; 9° PÉTIAT, Mathieu-Paul, rue de Valenciennes, 12. Et les raisons sociales d'une association sous le nom de Compagnie Fraternelle et égalitaire des ouvriers menuisiers en bâtiments. — Son siège est établi à Paris, rue Gît-le-Cœur, 4. — La raison sociale a été formée du nom du citoyen BRAULT ci-dessus nommé, et des mots: et Compagnie. — Sa durée a été fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans. Pour extrait: J. VASSAUX. (1250)

Paris, rue Lamartine, 34, tous cinq associés en nom collectif, et gérants solidairement de ladite société, formée au capital de 1,700,000 francs, montant de l'évaluation donnée aux apports faits par les propriétaires desdits trois journaux détaillés en acte de société, pour 1849, ont été nommés gérants de ladite société, et ont commencé le 1^{er} septembre 1847, et devaient finir à pareille époque de l'année 1847, et ont été prorogés jusqu'au 31 janvier 1850. MM. Bading et Baudouin ci-dessus nommés, et M. Frédéric Deslongchamps, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 12, ont été nommés liquidateurs de ladite société, et investis, à cet effet, de tous les pouvoirs que la loi et les usages du commerce confèrent en pareil cas aux liquidateurs, pour par eux procéder conformément à la liquidation de ladite société de la manière prescrite par l'art. 27 de la loi du 17 mars 1808. Pour extrait: Les liquidateurs, BADING, BAUDOUIN, F. DESLONGCHAMPS.

TRIBUNAL DE COMMERCE. CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de Commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers: NOMINATIONS DE SYNDICS. Du sieur BESNARD (Gabriel), écrivain, à la Chapelle, rue des Couronnes, 19, le 30 janvier à 9 heures [N° 294 du gr.]. Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présentés que sur la nomination de nouveaux syndics. NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou endossements de ces faillites n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes. VÉRIFICATION ET AFFIRMATIONS. Du sieur HULLIOT (Théodore-Léonard), anc. nég. en dentelles, rue de Valenciennes, 16, le 31 janvier à 3 heures [N° 292 du gr.]. Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, à la vérification et affirmation de leurs créances: NOTA. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour la vérification et affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics. CONCORDATS. Du sieur FOSSARD (Eugène), anc. md de vins, rue Lafayette, 10, le 21 janvier à 9 heures [N° 294 du gr.]. Des sieurs FOUILLET et femme, fab. de moutarde, à Belleville, le 30 janvier à 3 heures [N° 976 du gr.]. Du sieur LACOUR (Jean-Joseph), anc. ent. de maçonnerie, place Saint-André-des-Arts, 5, le 30 janvier à 9 heures [N° 964 du gr.].